Vol 18 # 03 • Du 17 au 23 Juillet 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

GARRY CONILLE RENCONTRE QUELQUES PARTIS POLITIQUES



Voir page 3

L'administrateur colonial des États-Unis en Haïti, Garry Conille et l'ancien sénateur controversé de Pitit Desalin, Jean Charles Moïse

LES CAÑEROS RETOURNENT DANS LA RUE !



Voir page 4

Le Syndicat des travailleurs de la canne à sucre en République Dominicaine : « Nous exigeons que le gouvernement américain ne suspende pas les sanctions contre Central Romana pour la poursuite du travail forcé









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Pour quoi combat le journal Haïti Liberté ?

Par Berthony Dupont

Une chose peut paraitre banale, insignifiante mais ce qui est essentiel, c'est qu'elle peut être utilisée à bon escient contre la domination oligarchique et néocoloniale que subit le valeureux peuple haïtien. C'est pour quoi, il ne faut rien laisser passer. Sinon, cela ne rendra aucun service à la lutte du peuple, dans la mesure où, l'adversaire, lui, n'a pas l'intention de nous rendre la vie facile.

L'accord démagogique, sans principe de la classe politique haïtienne réalisé avec les puissances impérialistes occidentales au lendemain de la chute de Ariel Henry est apparu comme une grave anomalie. Cette injustifiable situation du colonialisme américain est une gifle, une insulte basée sur une stratégie faite de montages de toutes sortes au demeurant trompeurs qui ne pouvait conduire le pays qu'à des résultats néfastes encore plus désastreux.

Devons-nous rester indifférents face à cette « Sainte-Alliance », une forme de paranoïa de continuité dans les dérives traditionnelles que représente le pouvoir réactionnaire en place et les puissances exploiteuses ? Toutes celles et tous ceux imposés au Conseil Présidentiel et à la Primature ont été jusqu'ici des soumis de la classe capitaliste qui ont appliqué sans trembler les plans, les exigences, et les directives des occidentaux à travers le Core Group. Placés dans divers secteurs de la vie nationale, ces adeptes se livrent à une entreprise systématique de la destruction de la Nation et d'ajouter aujourd'hui plus de confusion à la confusion. Tout ce travail de sape visait surtout à créer les conditions propices de déstabilisation de l'État.

Nous de Haïti Liberté, n'avons jamais pris plusieurs chemins à la fois et ce n'est pas le vent de l'opportunisme non plus qui guide et oriente nos pensées et nos actions. Il n'y a aucun mystère dans notre ligne idéologique. Tout ce que nous véhiculons reflète généralement et catégoriquement notre position courageuse et vigoureuse de classe. Ceux-là qui feignent de ne pas comprendre, nous leur redisons que : Notre journal s'honore de ne pas appartenir à la cohorte des collabos, de ceux qui ne proposent rien visant à contrer l'offensive destructrice du gouvernement et de l'impérialisme.

Nous ne pourrions jamais et en aucune circonstance prendre une position appuyant le régime laquais du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) ni du gouvernement mis en place par les puissances capitalistes pour continuer à détruire le pays au détriment des masses populaires. Si quelqu'un veut aller cirer les bottes des fantoches Conseillers présidentiels, espérant en retour un poste de ministre ou de directeur dans une officine gouvernementale quelconque, plaise à lui. Chacun est libre de son choix. C'est le droit le plus entier, le plus élémentaire de chaque individu d'avoir ses intérêts politiques et même de se prostituer pour soutirer certaines miettes.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que certains intellectuels soient des instruments idéologiques au service de la classe dirigeante. Cela ne nous étonnons donc point, qu'ils choisissent au gré des subventions de défendre ou de collaborer avec le gouvernement, sinon d'entamer une opposition de façade, au lieu de se dresser franchement et courageusement contre la politique aberrante du gouvernement et de l'impérialisme qui le maintient.

Certains politiciens, intellectuels-traîtres proposent de préférence leurs services aux classes bourgeoises occidentales, sorte de compromis avec le capitalisme tout en faisant parfois des simulacres de protestation, uniquement pour équilibrer la situation et donner le change. Le journal, lui, a choisi son camp. Il défend et accompagne les masses défavorisées, notamment celles que l'injustice haïtienne réprime sévèrement. Ce positionnement idéologique et politique relève des vrais progressistes ayant une conscience de classe, certainement pas à tout le monde, particulièrement les farouches avocats du système capitaliste en crise et en décomposition.

Jamais nous d'Haïti Liberté, ne sacrifierons le peuple au profit d'une minorité d'imposteurs ou nous haïrons les opprimés pour adorer leurs oppresseurs. Nous ne serons jamais parvenus à ce point jusqu'à abaisser notre caractère à ce niveau, ni ignorerons l'injustice des classes possédantes agissant pour le compte des puissances occidentales. Ce serait faire fausse route ! De même, nous ne serions restés neutres face à l'injustice programmée d'une classe de vendeurs de patrie contre les ouvriers et tous ceux se réclamant lutter pour la cause des masses défavorisées.

Le rôle d'un bon journaliste ou d'un intellectuel engagé est de s'en prendre aux abus de pouvoir des puissants. Il n'a d'autre solution que de se révolter avec le peuple puisque ses revendications sont toujours légitimes. Dans ce contexte, n'est-il pas opportun de paraphraser, le sage socialiste Jean Jaurès qui écrivit «Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe»

Il faut le dire clairement et le répéter à tue-tête : le Conseil Présidentiel de Transition et son gouvernement sont des institutions de la classe capitaliste, voilà pourquoi, ils sont engagés dans une guerre de classe, une justice de classe sans merci contre le peuple. La barrière fondamentale qui nous sépare est un problème de classe. Dans cette lutte, tous qui vont dans la même direction se rencontreront obligatoirement un jour au carrefour de la Révolution. A moins que nos routes soient parallèles.

Sur ce, Haïti Liberté ne lâchera rien. En tout cas, pas avant que le peuple n'obtienne satisfaction. Nous lutterons à ses cotés non seulement pour la rupture avec le système capitaliste mais aussi et sans concession pour le démantèlement de toutes les institutions d'oppression et d'exploitation. Il n'y aura pas d'issue politique conforme aux intérêts des masses ouvrières et à la démocratie sans une rupture totale avec la domination impérialiste américaine et le rejet de tous les prétendus traités d'austérité avec le FMI et la Banque Mondiale. Ces accords forgés pour aggraver l'exploitation capitaliste en remettant en cause tout ce qui a été arraché par la lutte des masses populaires.

Pour faire échec aux manœuvres de l'impérialisme et de ses agents locaux, Emil Cioran nous indique qu' «On doit se ranger du côté des opprimés en toute circonstance, même quand ils ont tort ». Bref, ce n'est que par une lutte révolutionnaire de masse contre le capitalisme que tous les opprimés pourront être véritablement libérés du joug des exploiteurs. Pour ceux qui l'ignorent encore, c'est dans cet esprit de lutte de classe que s'inscrit le combat de l'hebdomadaire Haïti Liberté pour la libération totale et véritable de notre pays !

Garry Conille rencontre quelques partis politiques



Rencontre du Premier ministre avec l'organisation politique RED/EDE de Claude Joseph



Photo souvenir entre l'équipe de Garry Conille avec le groupe politique RED/EDE dirigé par l'ancien Premier Ministre Claude Joseph

Par Isabelle L. Papillon

Dans le cadre des pressions pour organiser des élections, Washington lui, a exigé au pouvoir de mettre rapidement en place un conseil électoral. A cette fin, tandis que le Conseil Présidentiel accélère ses démarches en travaillant activement pour mettre en place le Cep et commencer à réfléchir aux élections, le Premier ministre sinon l'administrateur colonial des Etats-Unis en Haïti, Garry Conille a décidé lui-même de rencontrer certains partis politiques pour pouvoir accorder leur violon.

C'est dans ce contexte que le Premier Ministre Garry Conille le mardi 9 juillet 2024, a visité l'Office national d'identification (Oni) pour s'enquérir de l'état des structures existantes et le lendemain mercredi 10 juillet 2024, il a rencontré le groupe politique RED/EDE dirigé par l'ancien Premier Ministre Claude Joseph. Les discussions de cette rencontre ont porté principalement sur les réformes constitutionnelles et les prochaines élections.

Suite à cette réunion, sur le site de la Primature, Conille a écrit : *« Aujourd'hui, j'ai eu une merveilleuse rencontre avec le secteur EDE/RED. Nous avons discuté de la question de la sécurité, de la réforme constitutionnelle, des prochaines élections et du grand rôle que les secteurs doivent jouer dans la transition basée sur l'accord du 3 avril 2024. Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour qu'Haïti retrouve sa stabilité »*.



L'administrateur colonial des Etats-Unis en Haïti, Garry Conille et son équipe posent avec les membres de la délégation de Pitit Desalin

Dans la même lancée, le lundi 15 juillet 2024, il s'est entretenu avec des membres de la structure politique de Pitit Desalin, dont son secrétaire général l'ancien sénateur du Nord, le candidat à la présidence Jean Charles Moïse. Il faut aussi rappeler que ce parti a un représentant au sein des 9 conseillers présidentiels en la personne de l'avocat maitre Emmanuel Vertilaire. Aussi avec la distribution du gâteau ministériel dans le gouvernement Conille, tout le monde a trouvé sa part de miel. On n'entend aucune plainte du parti *Pitit Desalin* après qu'il se soit emparé du Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARDNR).

Effectivement les travaux sont déjà entamés puisque le Conseil présidentiel de transition (Cpt) a lancé le processus devant amener à la désignation des membres du Conseil électoral provisoire (Cep). De nombreuses correspondances ont été adressées à différentes structures de la vie nationale pour les inviter à choisir des personnes devant représenter leurs secteurs. Le Conseil Présidentiel souhaite que « *Chaque secteur doit, dans un délai ne dépassant pas huit (8) jours, à partir de la réception de la présente, soumettre sa représentante/son représentant au Conseil présidentiel de transition pour les suites de droit* » Et en vue du respect du quota de 30% exigé par la Constitution, le Cpt encourage à ces structures à prioriser le choix d'une femme. Tout en exigeant que le choix des personnes devrait être fait de manière transparente et équitable et selon certains critères comme par exemple « *Intégrité, indépendance, compétence académique et professionnelle* » et de plus cette personne ne doit pas être sous sanctions internationales.

Les organisations qui auront à envoyer leurs représentants pour la formation du Conseil électoral sont entre autres l'Association des journalistes haïtiens et le SOS Journalistes, la Confédération nationale des vodouisants haïtiens et le « Wayòm Vodou Ayiti », le Collectif des syndicats haïtiens pour le respect de la Constitution de 1987 (COSHARCO) et la Coordination syndicale haïtienne (CSH), l'Université d'État d'Haïti et la Conférence des recteurs, présidents et dirigeants d'universités et d'institutions d'enseignement supérieur haïtiennes (CORPUHA), la plateforme des organisations haïtiennes des droits humains.

Toutes ces acrobaties de la part du régime de facto mis en selle par les puissances occidentales ne sont guère pour la survie du pays, mais toutefois pour assurer les intérêts des impérialistes. Ce projet d'élections, sans même une véritable transition pour remettre l'appareil d'État sur les rails, conduira le pays à encore plus de problèmes. Déjà une grande lutte interne est entamée entre tous les différents groupes qui devraient envoyer des gens au Conseil électoral. C'est la preuve que rien n'a changé.

En somme, le pays n'a pas faim et soif d'élections, ces manœuvres macabres sont inutiles et sont de nature à masquer les vrais problèmes du pays sous domination impérialiste et à semer beaucoup plus de trouble au sein de la population appauvrie, abandonnée dans le chômage et la violence de l'insécurité.

Les Cañeros retournent dans la rue !



Manifestation des travailleurs devant le ministère du Travail

L'ouvrier dominicain d'origine haïtienne Miti Senvil, persécuté par Central Romana



Les travailleurs de la canne dénoncent la politique raciste et anti-ouvrière sauvage du régime de droite dirigé par le président Luis Abinader.

La voix des travailleurs

Les producteurs de canne à sucre sont descendus dans la rue pour protester contre le non-paiement des retraites, promises en septembre 2020 par le gouvernement PRM et personnellement par le président Abinader, ainsi que contre la persistance du travail forcé dans l'industrie sucrière, notamment dans l'entreprise américaine Central Romana.

Le 18 juin, l'Union des travailleurs de la canne à sucre (UTC) a manifesté devant le siège du ministère du Travail pour exiger le paiement des retraites et appeler le ministre Luis De Camps à agir contre les violations de la législation du travail. *«(Central Romana) viole les droits fondamentaux des travailleurs de la canne à sucre, car de manière abusive, provocatrice, humiliante et scandaleuse, elle a forcé 129 anciens producteurs de canne à sucre des bateyes de Guazuma, Nigua, Batey 80, Batey 108, Higüeyana et autres, à rentrer chez eux, leurs maisons qu'ils ont acquises en guise de paiement après avoir passé plus de 50 ans à travailler pour l'industrie sucrière. L'entreprise leur confisque leurs logements par des manœuvres frauduleuses et en dehors de la loi* », indique l'organisation syndicale dans un communiqué remis au ministère et lu à la presse.

Ils ont rapporté que la compagnie sucrière verse entre 80 000 et 90 000 pesos de prestations aux travailleurs haïtiens qui ont travaillé comme coupeurs de canne à sucre pendant plus de 50 ans. *«(Central Romana) continue d'imposer des pratiques de travail forcé aux travailleurs des plantations de canne à sucre et, en ce sens, nous demandons au ministère du Travail de servir de médiateur dans le cadre de ses fonctions afin que (l'entreprise) restitue les maisons et verse des allocations de travail équitables et éliminer le travail forcé »*, ajoutent-ils. L'UTC a annoncé que si elle n'obtenait pas de réponses positives de la part du ministre, elle s'adresserait aux tribunaux du pays et à la justice internationale par l'intermédiaire de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Le 9 juillet, des dizaines de travailleurs de la canne à sucre d'UTC se sont rassemblés devant le siège de l'ambassade américaine pour réitérer leur demande de paiement des retraites et pour exiger que, compte tenu de la poursuite des violations du droit du travail dans la Central Romana, aucune des sanctions établies par le système douanier de ce pays ne soit levées en 2022, qui limitent les importations de sucre et d'autres produits de la société américaine Central Romana. Ils ont souligné la violation de la liberté d'association et l'expulsion de travailleurs de la canne à sucre de leurs foyers pour avoir exigé le respect de leurs droits du travail. Ils ont également fourni une liste de 567 travailleurs de la canne à sucre à la retraite qui ne reçoivent pas d'avantages sociaux ou de pension, en plus de ne pas avoir accès à des soins médicaux, ni assurance et tout type de protection sociale.

Le 26 septembre 2020, le président Abinader avait promis de verser plus d'un millier de nouvelles pensions aux travailleurs haïtiens de la canne à sucre qui ont travaillé pendant des décennies dans les sucreries publiques et privées du pays. Non seulement le gouvernement n'a pas tenu cette promesse, mais il a également cessé de verser des pensions à des centaines de producteurs de canne à sucre qui les recevaient déjà, en introduisant de nouvelles exigences pour le recouvrement des pensions, comme la possession d'une carte d'identité valide.

Les producteurs de canne à sucre à la retraite et leurs familles ont dénoncé que la Commission électorale centrale a également manœuvré ces derniers mois en complicité avec la Direction générale des retraites et des pensions pour déclarer décédés les producteurs de canne à sucre qui percevaient des pensions et les obliger à traiter des certificats de vie, un arbitraire discriminatoire et anti-ouvrier visant à réduire le nombre de producteurs de canne à sucre qui perçoivent leurs retraites. Contre les jeunes travailleurs de la canne à sucre qui s'activent à couper et arracher la canne, le régime a déployé une répression brutale, comme celle du 26 mai au Consortium Central du Sucre, ou le montage judiciaire contre l'ouvrier dominicain d'origine haïtienne Miti Senvil, persécuté par Central Romana et arbitrairement détenu depuis mars de cette année à El Seibo. Tous ces événements sont le reflet de la politique raciste et anti-ouvrière sauvage du régime de droite dirigé par le président Luis Abinader.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 11 Juillet 2024

Ça ne peut pas continuer



Par Henriot Dorcent

En 1848, Jean-Baptiste Alphonse Karr a écrit cette phrase, « plus ça change, plus c'est la même chose », on dirait une prophétie pour le peuple Haytien dans sa lutte d'émancipation économique et sociale, depuis le crime odieux du pont Lanarge (Pont Rouge) du 17 Octobre 1806, les classes dominantes maintiennent les masses dans un marasme économique et dans une pauvreté extrême qui se rapproche du système esclavagiste nouvellement brisé par l'épopée de 1804.

Pour comble d'ironie, les Nations-unies publiaient une liste de personnes sanctionnées pour implication présumée dans le trafic d'armes illégales en Hayti et d'implication présumée dans la corruption sans encourager la justice Haytienne à faire le suivi de ces sanctions et imposaient un Conseil présidentiel de 9 membres pour légitimer l'envoi d'une force multinationale en Hayti.

A ce stade, il y a une urgente nécessité de construction d'une avant-garde organisée, disciplinée dans le pays. Une avant-garde progressiste qui doit lutter pour que cessent toutes les violations de notre souveraineté nationale, l'exploitation des masses populaires, la corruption, pour un changement radical de la société. Nous ne pouvons plus compter sur les partis politiques traditionnels ni sur les politiciens véreux sous la domination de l'ambassade Américaine.

Patriote Haytien, on doit cesser d'être les comédiens de ce 21ème siècle. Déjà en Afrique, trois États du Sahel, le Burkina Faso, le Mali et le Niger se sont confédérés pour bâtir une avant-garde commune anti-impérialiste. Ces trois pays ont acté leur rupture avec le reste du bloc ouest-africain. Le peuple haytien ne devrait t-il marcher sur les traces de ces peuples frères pour construire un autre pays ayant une avant-garde progressiste révolutionnaire pouvant avec autorité proclamer:

1. L'exploitation des masses populaires par les mafias étrangers et Haytiens du secteur privé des affaires ne peut pas continuer après 218 ans de l'assassinat du fondateur de la patrie, Jean Jacques Dessalines; les contrats avec surfacturation doivent cesser, la gabegie administrative et la corruption doivent cesser dans l'administration publique, les bons du trésor de l'État Haytien qui doit cesser d'être une vache à lait pour les Banques commerciales privées et offertes aux citoyens Haytiens du pays et vivants à l'étranger.

2. Le contrôle des ports du Pays ouverts au commerce extérieur par le secteur privé des affaires doit cesser une fois pour toutes et les recettes de l'Autorité Portuaire Nationale (APN) doivent être budgétisées.

3. La domination politico-économique des pays occidentaux doit cesser, il est temps de rompre aux dictats des pays dominants États-Unis, France, Canada et établir des liens diplomatiques avec les pays du sud global et intégrer les BRICS pour un financement de projets de développement durable.

4. La prolifération des groupes armés et l'intensification de l'insécurité doivent cesser et les masses populaires doivent s'organiser en brigades de vigilance sur tout le territoire national pour repousser et dissuader les groupes armés, la police nationale doit être professionnalisée pour protéger les masses populaires.

5. Les per diem de $20,000.00 par jour doivent cesser, les Hauts fonctionnaires de l'État doivent faire preuve du sens de service et renoncer aux per diem en les réduisant à 300 par jours pour les voyages à l'étranger.

6. L'application de la politique néo-libérale doit cesser, les privatisations des entreprises publiques doivent être renversées et toutes les entreprises privatisées doivent être nationalisées ou mises en régie.

7. La violation des droits des émigrés Haytiens en république dominicaine doit cesser, et la diplomatie Haytienne dynamisée, les menaces militaires dominicaines à la frontière du nord-est doivent cesser immédiatement et repoussées, une garde frontalière est nécessaire.

8. L'occupation du territoire national par la mission multinationale d'appui à la sécurité doit cesser, le renouvellement du mandat de Binuh doit cesser et une Garde Nationale créée pour reconquérir la souveraineté nationale, protéger les frontières terrestre, maritime et aérien du pays, et assurer la sécurité nationale. Les 100 millions de dollars donnés au Kenya en cash, équipement et capacité auraient aidé à la formation d'une garde nationale pour sécuriser le territoire national.

9. La presse doit cesser d'être un outil de manipulation des masses, il nous faut une presse engagée pour aider à la conscientisation des masses, il nous faut une presse d'investigation pour renforcer la lutte contre la corruption en Hayti.

10. La Jeunesse doit cesser d'être passive; elle doit être le moteur de la révolution pour un changement radical de la société.

11. Les Haytiens vivant à l'étranger doivent cesser de financer la consommation en Hayti et encourager l'engagement des bénéficiaires dans les coopératives de production.

12. Les masses populaires doivent cesser de confondre leurs ennemis pour des amis, les pays n'ont pas d'ami, les pays n'ont que des intérêts pour répéter Charles de Gaulle. La première étape de la conscientisation des masses est l'identification de leurs ennemis internes et externes.

Enfin, il nous faut changer de mentalité, il nous faut cesser d'être un prédateur contre nos propres frères et sœurs de la patrie. Il nous faut un citoyen nouveau qui lutte jusqu'au dernier soupir pour l'indépendance de notre pays. La révolution à venir doit créer cet Haytien intègre capable de défendre les intérêts supérieurs de la nation. Il nous faut nous battre contre l'impérialisme occidental pour la reconquête de notre souveraineté, de notre dignité et de notre fierté.

Combattre pour la deuxième libération d'Ayiti : Jimmy Chérizier et les forces révolutionnaires de la famille du G9 et alliés



Jimmy Chérizier avec les combattants de la famille G9. Photo : X/ @peacelily1121

Par Gerald A. Perreira*

« C'est parmi les masses, dans la population des bidonvilles et dans le lumpen prolétariat que l'insurrection trouvera son fer de lance urbain. Le lumpen prolétariat, cette cohorte d'hommes affamés, séparés de tribu et de clan, constitue l'une des forces révolutionnaires les plus spontanées et radicales d'un peuple colonisé. » Frantz Fanon, « Les Damnés de la Terre »

Le 25 juin 2024, le premier contingent des forces de sécurité kenyanes arrive à Ayiti (Haïti). L'accord a été négocié entre le larbin néocolonial américain, William Ruto, qui, au moment où j'écris, est sous pression pour quitter la présidence. Sa démission est réclamée par des milliers de jeunes manifestants (génération Z), aux quatre coins du Kenya.

De retour en Haïti, les troupes kenyanes, envoyées par Ruto au nom de l'Empire américain, signalent une énième invasion. Le 1er janvier 1804, Ayiti se déclare la première République noire du monde et le premier État postcolonial d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Depuis ce jour, elle est assiégée.

D'Ayiti à Gaza

Comme Gaza, Ayiti est une sorte de camp de concentration et, comme les Palestiniens, les Ayitiens n'ont jamais cessé de résister à leur occupation et ne le feront jamais. En plus des interventions militaires successives, les puissances américaines et d'Europe occidentale ont déclenché une répression brutale et implacable dans tous les domaines de l'existence d'Ayiti, y compris la campagne d'opérations psychologiques visant à diaboliser le riche héritage culturel et spirituel d'Ayiti. Malgré cela, Ayiti reste un « problème » pour eux, car malgré tous leurs efforts, ils n'ont jamais réussi à écraser l'esprit indomptable du peuple ayitien.

On nous dit que les soldats kenyans ont été envoyés à Ayiti pour rétablir « l'ordre public ». Nous savons que c'est un euphémisme pour maintenir le système d'oppression et d'exploitation existant et pour écraser toute résistance suffisamment forte pour renverser l'hégémonie. Les Kenyans sont là pour protéger l'arrangement même que les Forces révolutionnaires de la famille du G9 et leurs alliés, dirigées par Jimmy Chérizier, luttent pour renverser. Chérizier a clairement indiqué dans des interviews avec Al Jazeera, dans des documentaires et dans de nombreuses vidéos, que lui et ses combattants étaient en face-à-face avec l'Empire et les oligarques locaux. À chaque occasion, Chérizier parle de la nécessité de mettre fin au règne des capitalistes oligarchiques qui ont ravagé son pays.

Les vrais criminels

Chérizier et ses forces contrôlent désormais 80 % de Port-au-Prince. Cependant, les gouverneurs nommés par les impérialistes affirment que Chérizier et les membres de son mouvement de libération ne peuvent pas avoir de siège à la table des négociations, ni participer aux décisions qui détermineront l'avenir d'Ayiti en raison de leurs activités criminelles passées, notamment des meurtres. C'est une richesse venant de membres du conseil de transition ayant des liens évidents avec des centres du pouvoir impérial et des agences et organisations internationales, qui ont été directement et indirectement impliqués dans le meurtre de millions de personnes à travers le monde et ont été impliqués dans le type de vol et de pillage qui fait de Chérizier et son armée de libération ressemble à des anges.

On dit que Chérizier était un policier formé par les impérialistes, et ils ont un dossier accablant sur lui. Je ne vois pas en quoi cela le distingue de l'écrasante majorité des politiciens et des régimes néocoloniaux des Caraïbes. Ils n'ont peut-être pas été formés comme policiers, mais ils ont très certainement été formés et préparés par les impérialistes pour leurs postes actuels. Un militant caribéen m'a dit récemment : *« Les gangs s'entretuent – montrez-moi un oligarque qu'ils ont tué »*. Cela m'a fait sourire, car j'ai répondu : combien d'oligarques avez-vous tués cette semaine ? Il pensait que je plaisantais. Pour être honnête, cela montre simplement que ces militants n'ont pas été dans les tranchées dans un endroit comme Ayiti. S'ils l'avaient fait, ils sauraient que Chérizier et ses combattants doivent rester dans les zones qu'ils contrôlent et donc à bonne distance de la ligne de front de ces zones, sinon ils seront sûrement éliminés.

J'ai même entendu des commentateurs tenter de faire croire que le surnom de « Barbecue » de Chérizier était en quelque sorte lié à un penchant pour brûler les gens vifs, alors qu'en fait il a acquis ce surnom lorsqu'il était un jeune garçon, en livrant le barbecue que sa mère vendait.

Ma question est la suivante : comment Jimmy Chérizier, un ancien policier formé par les impérialistes, peut-il se libérer ? Pourra-t-il un jour se racheter ? Peut-il choisir le bien plutôt que le mal ? Dans un récent podcast, un militant ayitien bien connu déclarait d'un ton suffisant : « *Chérizier n'est pas un révolutionnaire* ». Je ne suis pas d'accord !

De vrais révolutionnaires

Beaucoup de ceux qui vivent confortablement au-delà des frontières d'Ayiti, et même certains militants d'Ayiti, recherchent des définitions classiques de ce qui constitue une lutte légitime et une action révolutionnaire, et ils doivent arrêter. Ceux qui, au fil des années, ont construit de soi-disant avant-gardes pour agir au nom du peuple, doivent abandonner leur dogme et entrer en dialogue avec le peuple, en participant au processus de conscientisation qui est en cours pour nous tous. Aucune lutte pour la dignité humaine et l'émancipation ne naît dans les couloirs universitaires. Cependant, cela n'empêche pas les « révolutionnaires » autoproclamés et l'intelligentsia progressiste de poursuivre leur rigoureuse dissection intellectuelle de ceux qui sont en première ligne. Kwame Ture nous met constamment en garde contre ceux qui discutent sans cesse de lutte mais ne font partie d'aucune organisation visant à changer le monde.

Paulo Freire nous rappelle : « *Plus la personne est radicale, plus elle entre pleinement dans la réalité pour que, la connaissant mieux, elle puisse la transformer. Cet individu n'a pas peur de se confronter, d'écouter, de voir le monde se dévoiler. Cette personne n'a pas peur de rencontrer les gens ni d'engager un dialogue avec eux. Cette personne ne se considère pas comme le propriétaire de l'histoire ou de tous les peuples, ni comme le libérateur des opprimés ; mais il ou elle s'engage, dans l'histoire, à combattre à leurs côtés.* »

Ceux qui se sont immergés dans des communautés de résistance et ont participé aux luttes quotidiennes des opprimés ont réalisé que le peuple est capable d'une réflexion politique profonde. Ils ne l'expriment pas dans le langage utilisé dans les cercles universitaires et politiques, mais ce sera l'analyse la plus claire de la situation actuelle des gens.

Mouammar Kadhafi a parlé de cette époque, la qualifiant de « *l'ère des masses* ». Il a expliqué : « *Il est temps que les masses prennent en main leur destin, qu'elles saisissent les clés de leur liberté, qu'elles reconstruisent leur vie sur les fondements d'une démocratie réelle, une démocratie dans laquelle le pouvoir de décision et La souveraineté appartient aux seules masses. Les masses se doivent de détruire toutes les forces qui sont hostiles et s'opposent à leurs aspirations. Elles se doivent d'éliminer tous les obstacles qui entravent leur marche vers la victoire, vers la liberté, vers un monde nouveau.* ».

Une force redoutable

Le peuple, une fois conscientisé, constitue une force véritablement redoutable. Cela n'est nulle part plus évident qu'à Gaza, où l'Alliance des forces palestiniennes, qui comprend le Jihad islamique palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine, les Brigades de résistance nationale, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, le Mouvement des moudjahidines palestiniens, le Front démocratique de libération de la Palestine et du Hamas, ne peut être vaincu. Après près de neuf mois de bombardements et de combats terrestres incessants de la part de la 4ème armée mondiale, le principal porte-parole des Forces de défense israéliennes, le contre-amiral Daniel Hagari, a déclaré que l'objectif déclaré de la guerre à Gaza - détruire le Hamas - était impossible et maintenir promettre que c'était comme *« jeter du sable aux yeux du public »*. Il a ajouté : *« Le Hamas est une idée. Quiconque pense que nous pouvons éliminer le Hamas se trompe »*.

Il y a ceux de la soi-disant gauche qui appellent à une Palestine libre mais condamnent le Hamas, s'associant une fois de plus à la criminalisation d'un mouvement de résistance légitime. Il n'est pas surprenant que la résistance héroïque menée par la population de Gaza soit un facteur décisif dans l'accélération de la chute de l'Empire. Le mot Gaza signifie force. En Islam, Ghazi signifie guerrier musulman surtout celui qui est victorieux au combat et est souvent utilisé comme titre d'honneur. La force, l'honneur et la dignité de la Résistance palestinienne et de toute la population de Gaza galvanisent ce soulèvement mondial. Bien qu'ils aient été littéralement massacrés, ainsi que leurs familles entières, les Palestiniens refusent d'être expulsés de leurs terres. Leur courage spectaculaire incite les gens du monde entier à se lever. Le microcosme qu'est Gaza met en évidence à quel point ce monde est connecté et à quel point le capitalisme occidental et la démocratie libérale sont une arnaque. Les pieds d'argile de l'Empire craquent définitivement.

Rachat

Au cœur du message de chaque prophète révolutionnaire se trouve l'idée de rédemption et de libération humaine. La rédemption consiste à récupérer ce qui a été pris ou usurpé par des forces hostiles, visibles et invisibles. Pour parvenir à la libération de votre famille, de votre communauté et de votre nation, vous devez d'abord vous racheter et trouver la place qui vous revient. La libération commence au niveau personnel. Personne ne peut en libérer un autre. La liberté s'accompagne d'un éveil de la conscience ; la rédemption est une condition préalable à la libération. Jimmy Chérizier et d'autres, qui ont acquis la conscience de la liberté, font partie de ceux qui ont découvert que le pouvoir réside en eux.

En 1970, dans son ouvrage fondateur Blood in my Eye, George Jackson écrivait depuis la prison de Soledad : *« Il faut atteindre les prisonniers et leur faire comprendre qu'ils sont victimes de l'injustice sociale. C'est ma tâche en travaillant de l'intérieur (pendant que je suis ici, ma conviction est que la guerre continue, peu importe où l'on se trouve sur un sol dominé par la bourgeoisie). Le nombre même de la classe des prisonniers et les conditions de leur existence en font un puissant réservoir de potentiel révolutionnaire »*.

Malcolm X, alias Al Hajj Malik Al Shabazz, a déclaré : *« Je crois qu'il serait presque impossible de trouver nulle part en Amérique un homme noir ayant vécu plus loin que moi dans la boue de la société humaine ; ou un homme noir qui a été plus ignorant que moi ; ou un homme noir qui a souffert plus d'angoisse au cours de sa vie que moi. Mais ce n'est qu'après les ténèbres les plus profondes que la plus grande joie peut survenir ; ce n'est qu'après l'esclavage et la prison que peut venir la plus douce appréciation de la liberté »*.

Dans ses écrits de prison sélectionnés, intitulés Nous sommes nos propres libérateurs, l'ancien Black Panther et prisonnier politique américain, Jalil A. Muntaqim, observe que *« les gens du lumpen prolétariat rejoindront la révolution parce qu'elle leur donnera de l'espoir pour leur avenir, offrant à la vie un peu de chance, un sens et un but dépourvus du cycle autodestructeur consistant à traîner au coin des rues, à se droguer, à se prostituer et à entrer et sortir de prison. Ainsi, cela offrira une alternative à toutes les activités illicites de la sous-culture du lumpen prolétariat, qui se résume généralement à s'attaquer aux siens et à aspirer désespérément aux valeurs sociales de la bourgeoisie, à l'accumulation de biens matériels au moyen de capitalisme illégitime »*.

Enfin, Frantz Fanon a souligné que si les forces révolutionnaires ne mobilisent pas le lumpen-prolétariat, alors l'État oppresseur et les forces de réaction les mobiliseront contre nous.

Crise de la « gauche » des Caraïbes

La crise de la « gauche » caribéenne est avant tout une crise théorique. La « gauche » caribéenne est tellement obsédée par l'analyse théorique qu'elle n'a bien souvent aucun lien avec la réalité du terrain. C'est de la théorie pour la théorie. Après l'implosion de la révolution grenadienne, qui a ouvert la porte à une invasion américaine et à l'assassinat de Maurice Bishop en 1983, et après l'effondrement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est en 1991, la « gauche » caribéenne a perdu ses repères. Presque du jour au lendemain, dans les Caraïbes, de nombreux communistes et marxistes-léninistes autoproclamés se sont transformés en démocrates libéraux et défenseurs des politiques économiques néolibérales, tandis que d'autres ont adopté la social-démocratie.



Le Conseil de transition a prêté serment lors d'une cérémonie secrète au palais national en avril de cette année

Un coup mortel tout aussi important est la domination de la classe moyenne « mulâtre »/créole des Caraïbes sur les partis et mouvements politiques. Le privilège dont jouit cette couche sociale leur donne la possibilité et l'accès de s'exprimer très clairement, de dominer le discours sociétal et de façonner les récits. Ils sont les auteurs, les producteurs de connaissances, leur voix est grande, mais ils sont peu nombreux. En fait, ils sont le plus souvent, à de très rares exceptions près, éloignés des

suite à la page(16)

Pierre Esperance yon antreprenè nan koripsyon, yon kansè nan peyi a


Pierre Esperance : yon danje sosyal

Pierre Esperance gen yon antrepriz anbasad meriken ba li an Ayiti pou l kapab elimine, detwi moun atravè zam dwazimen an. Dwazimen an se zouti enperyalis yo ap itilize jodia pou konbat anpil gouvènman rebèl, pwogresis ki refize mache sou lòd tonton Sam nan Wachinnton.

An Ayiti, anpil jounalis se anplwaye Pierre Esperance yo ye. Sa k pi rèd la moun ou pa ta kwè Pierre achte yo se sak fè y ap defann li, kore li epi veyikile montaj manti l yo. Si yon moun tande yon entèvyou Assad fè ak Magalie Habitant, se yon kokenn wonte, se bagay ki pou fè moun vomi. Yon jounalis k ap defann patwon li.

Sa k pi tris la se pa limenm sèl, se yon latriye ki konsa. Peyi sa a gen anpil reparasyon ki pou fèt ladann, Gen moun ki pa moun ankò se vètè, se cheniy se ranpe yo ranpe pou yo kapab manje.

Dayè yon endividi tankou Pierre, kòm ou kapab wè, li pa menm konn wont. Menmlè, li bay manti yo kenbe, li toujou fè je l chèch pou l defann tèt li. Yon moun ki po konn wont, se yon danje sosyal. Men sa k pi tris la, li jwenn yon lòt ki pi mal pase l ki prè pou kouvri pou li.

Se yon kokenn pwoblèm pou yon latriye moun swa k ap ekri, fè bèl editoryal nan gwo kotidyen, oubyen radyo anliy epi sa l ap di yo se vann l ap vann yo. Se sa yon bòs di l ekri, li ekri, di l pale, li pale. Sa k pi tris la gen moun ki pran pawòl sa yo pou laverite.

Se tout bagay sa yo k ap kraze peyi a. Pierre Esperance kontwole anpil mèsenè nan radyo, nan gwo jounal boujwa, nan lapolis patikilyèman DCPJ, li chaje kliyan k ap veye pou li. Anyen pap pase tout la pou pwoteje patwon an. Lapolis la se pa pwoteje ak sèvi ankò. Se pwoteje sa ki delivre, sa ki byen sèvi ak yo. Nan ka sa a, pèp li ki pa gen anyen, li pap travay, li pap janm okenn pwoteksyon nan men polisye sa yo.

Lajistis la Piere fini ak sa nèt. Se pa fasil pou jwenn yon jij ki kapab gade misye lan je, li konwoup tout. Olye pou yo travay pou peyi a se pou Pierre Esperance y ap travay. Se li ki fè pewòl pou yo, yo tout fè pati antrepriz k ap simaye latoublay nan peyi a. Pou Pierre Esperance peye tout moun sa yo, kouvri depans tout radyo sa yo, fòk li toujou jwenn lajan. Si lajan an pa kab antre anbyen, li fè l antre anmal. Anyen pap deranje paske se li ki sèl chèf nan peyi a. Se pouvwa lajan k ap depafini peyi a.

Peyi Kolonbi vle rapatriye mèsenè li yo, ansasen Jovenel Moise yo !


Kèk nan kriminèl asasen sanfwanilwa kolonbyen yo

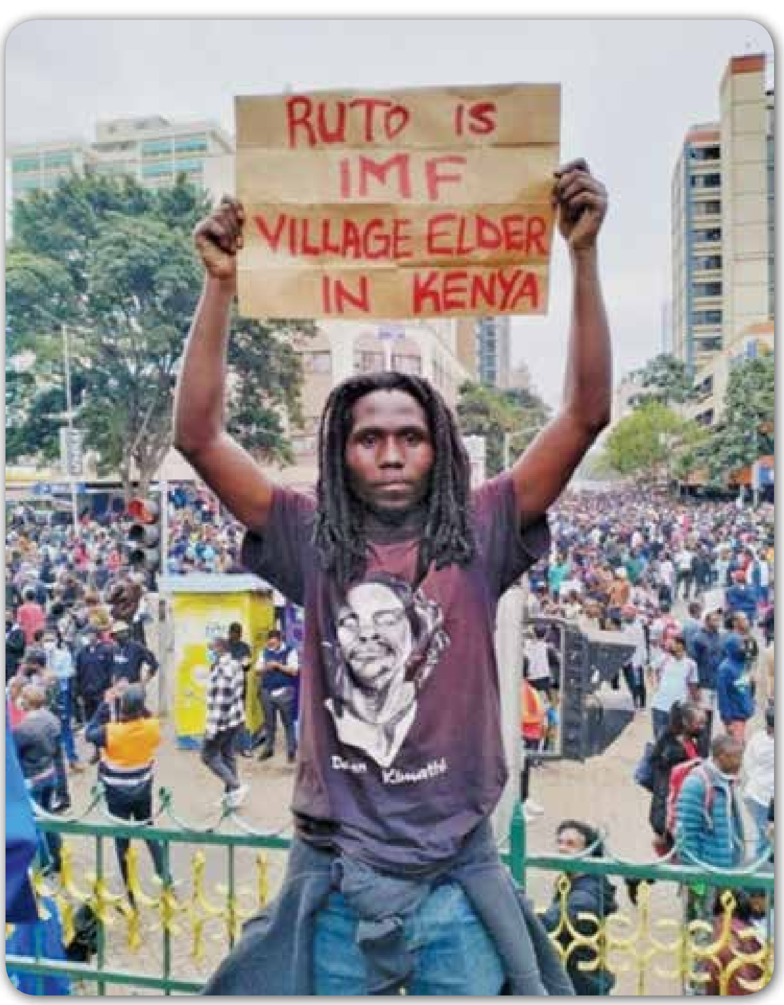
Gouvènman peyi Kolonbi ap chèche tout mwayen posib pou li rapatriye sitwayen li yo ki nan prizon an Ayiti. Yo tout te enplike ak akolit yo nan zak sasinay sou yon prezidan ayisyen anfonksyon Jovenel Moise.

Bagay sa a pa kab rete enpini, se yon move presedan ki mande pou yon egzanp trase pou sa pa janm repete nan peyi an ankò. Malerezman se pa sa k ap fèt la a. Dizuit (18) sitwayen Kolonbyen yo, ki nan prizon an Ayiti, depi lane 2021 an, Minis Afè Etranjè Kolonbyen an, Luis Gilberto Murillo pral antre an Ayiti pou l rankontre Premye Minis Garry Conille. Objektif la se rive jwenn yon akò ki pèmèt kriminèl asasen kolonbyen yo sèvi kondanasyon yo nan peyi yo Kolonbi.

Depi w tande sa, konplo a deja fin monte ant Peyi Meriken, peyi Kolonbyen ak Premye minis Ayisyen an Garry Conille ki se pyon peyi Etazini an Ayiti. Murillo fè konnen *« Nou espere ansanm, ak Minis Osuna ak konsil nou an, nou kab avanse pou pi devan ak etablisman mekanis lan epi nou kab omwen, rapatriye moun ki gen yon santans epi wè ki mekanis nou pral itilize pou moun ki poko kondane yo Nou ka jwenn pwosedi sa yo nan Kolonbi, men se yon kesyon legal byen teknik Ministè Jistis la ap etidye »*

Kriminèl asasen yo tèlman alèz an Ayiti, dènyèman fanmi yo denonse devan biwo Nasyonzini move tretman prizonye yo ap sibi. Fòk pèp Ayisyen an ta kanpe ankwa kont pwojè pou voye ansasen Jovenel Moise yo nan peyi yo.

Ruto réprime les manifestations, paie la dette et envoie des troupes en Haïti !



Dehors William Ruto, agent du FMI, de la Banque mondiale et du Conseil de sécurité de l'ONU !

Par César Neto, J.G. Hata

Le Kenya a été très visible dans la presse mondiale ces derniers jours. Deux faits ressortent. L'une était la nouvelle vague de mobilisations contre le gouvernement de William Ruto et l'autre était l'envoi de soldats pour réprimer Haïti. Suivez-nous, nous tenterons d'expliquer ce jeu complexe de soumission aux pays impérialistes, notamment, actuellement, aux États-Unis.

Patrimoine colonial et bonapartisme

Le gouvernement bonapartiste de William Ruto a officiellement reconnu l'existence de plus d'une vingtaine de décès au cours de la dernière quinzaine de juin. Les vidéos et photographies qui nous parviennent nous font penser à un nombre bien plus important. Pour expliquer toute cette violence, nous pouvons partir de plusieurs points de départ. L'un de ces points est l'histoire récente du pays.

Lors de la partition de l'Afrique par l'impérialisme européen, l'Angleterre a envahi et occupé, entre autres pays, le Kenya. Les terres kenyanes étaient idéales pour la culture du thé. Du thé que beaucoup insistent pour dire qu'il est anglais, alors qu'en réalité il est kenyan. Les terres ont été progressivement envahies et la population locale s'est retrouvée avec de petits espaces pour survivre grâce à une culture de subsistance. Les peuples Kikuyo, Meru et Embu ont organisé d'importants processus de résistance contre l'envahisseur. Les plus connues furent la Résistance Nandi (1895-1905), puis la Révolte Giriama (1913-1914) ; Révolte des femmes Muranga contre le travail forcé (1947), Révolte de Kolloa (1950)[1]

Durant la période du colonialisme anglais, les Kenyans avaient besoin, pour se déplacer dans leur propre pays, du Kipande, une sorte de passeport délivré par les autorités anglaises. Mais ce n'était pas la seule violence. Les colons anglais (colons) ont reçu un entraînement militaire de la part de l'armée britannique pour se défendre contre les noirs. La violence était si grande que Winston Churchill a conseillé d'éviter les assassinats à si grande échelle. En d'autres termes, Churchill a dit : *« tuez, mais ne tuez pas autant de gens »*.

Au début des années 1950, deux processus se sont combinés. D'une part, le peuple Kikuyu a entamé un long processus de révolte, combiné à l'émergence du mouvement militariste Mau Mau. Les soldats et officiers de retour de la Seconde Guerre mondiale, qui avaient servi en Birmanie sous les ordres britanniques, en conclurent que la lutte pour l'indépendance serait armée. Ensuite, deux mouvements ont convergé. L'un de nature prolétarienne et populaire des peuples Kikuyu et l'autre militariste.

Pour réprimer les Kikuyus, fut envoyée la 7e division blindée de l'armée anglaise, qui de 1943 à 1944 fut l'un des principaux bataillons de la Seconde Guerre mondiale. De plus, des troupes d'occupation anglaises étaient stationnées en Ouganda, au Tanganyika, à Maurice et en Égypte. Plus de 25 000 hommes ont mis en œuvre la terreur dans les camps de concentration, tout comme les nazis en Allemagne. Dans ces lieux, des femmes et des enfants ont été violés et des hommes castrés. Sans compter la migration forcée de populations entières.

Les années 1950 ont été marquées par la violence impériale contre les peuples autochtones dans le cadre de conflits fonciers. Les meilleures terres du pays étaient occupées par les Anglais pour la production de feuilles de thé et une grande partie était industrialisée par la multinationale Unilever.

Au début des années 1960, l'Angleterre, confrontée à la radicalisation et à l'extension du mouvement, propose une solution négociée incluant la libération des prisonniers politiques, dont Jomo Kenyatta.

Kenyatta a étudié l'économie à Moscou grâce à l'intervention directe de George Padmore. Lorsque cette dernière rompit avec l'Internationale communiste, Kenyatta retourna en Angleterre et fonda avec Kwame Nkrumah la Fédération panafricaine.

La carrière de Jomo Kenyatta s'est donc construite sur le militantisme panafricaniste aux côtés de Padmore, Nkrumah, C.L.R. James, Eric Williams, entre autres. Kenyatta fut nommé premier ministre le 1er juin 1963 puis président à partir du 12 décembre 1964. Un poste qu'il occupa jusqu'à sa mort le 22 août 1978. Dans son gouvernement, les Anglais blancs préservèrent leurs privilèges et les terres qui leur avaient été volées par les colons.

Pour contrôler le mouvement qui se développait depuis 1950, Jomo a construit un régime bonapartiste, extrêmement autoritaire et répressif.

Après la mort de Kenyatta, le régime bonapartiste poursuit son cours avec le gouvernement de Daniel Arap Moi (1978 à 2002) ; Mwai Kibaki (2002 à 2013) ; UhuruKenyatta (2013 à 2022) et William Ruto (à partir de 2022). Autrement dit, de 1963 à 2022, le pays n'a eu que quatre présidents.

Un pays semi-colonial plongé dans la crise capitaliste

Comme la plupart des pays semi-coloniaux, le Kenya exporte des produits de base non transformés (matières premières) et importe des produits industrialisés, ce qui est exacerbé par trois décennies de désindustrialisation.[2]

Le Kenya exporte du thé (1,2 milliard de dollars), des fleurs (766 millions de dollars), du café (262 millions de dollars), du pétrole raffiné (247 millions de dollars) et du minerai de titane (194 millions de dollars). En revanche, elle importe : du pétrole raffiné (3,53 milliards de dollars), de l'huile de palme (1,26 milliard de dollars), des médicaments conditionnés (554 millions de dollars), des automobiles (549 millions de dollars) et du fer laminé à chaud. (508 millions de dollars). Parmi ces exportations, 30 % sont destinées aux pays africains également en crise. Concernant les importations, 70% proviennent de Chine et d'Inde, ce qui explique une partie de la dette envers ces pays.

Le ratio exportations-importations détermine le déséquilibre commercial et en 2021, le Kenya était la 59e économie mondiale en termes de PIB, la 109e en termes d'exportations totales, la 81e en termes d'importations totales et la 142e économie en termes de PIB par habitant. L'IDH du pays, mesuré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est classé comme faible, se classant au 152e rang sur 191 pays.

La dette publique étouffe encore davantage le pays. En 2021, la dette s'élevait à environ 71 milliards de dollars. Huit ans auparavant, c'était 16 milliards. 30 % de vos revenus servent à payer le service de la dette, c'est-à-dire uniquement les intérêts. 69,1% du PIB correspond à la dette. Parmi les 50 économies les plus exposées au risque d'incapacité à payer leurs dettes, le Kenya se classe au sixième rang, selon l'agence d'investissement Bloomberg.

L'inflation alimentaire après le début de l'occupation de l'Ukraine est directement ressentie par les travailleurs kenyans. L'inflation en 2023 était de 10 %, mais ce pourcentage n'exprime pas exactement la hausse des prix sur la table des familles kenyanes. Le prix de la nourriture est monté en flèche. Le sucre, par exemple, a augmenté de 58 % en un an.

Outre les problèmes structurels typiques d'une économie semi-coloniale, le pays doit faire face à des années successives de déficits de la balance commerciale, de récession et de hausse des taux d'intérêt, qui font monter en flèche la dette extérieure. Il n'y a aucune issue pour ce pays s'il ne suspend pas le paiement de la dette, ne nationalise pas les terres et ne dispose pas d'un solide plan de travaux publics pour générer des emplois. Dans ce cas, ni William Rutto, l'actuel président, ni le candidat battu aux dernières élections, Raila Odinga, ne sont disposés à affronter le FMI, la Banque mondiale et les transnationales. Au contraire, William Ruto et la bourgeoisie kenyane ont choisi de s'allier à l'ennemi pour continuer à survivre comme nous le verrons plus tard.



William Ruto, le nouvel administrateur colonial de l'impérialisme nord-américain

William Ruto : élections remises en question, crise économique et mobilisations

Ruto a été élu en août 2022. Il a battu son ancien collègue du gouvernement Raila Odinga par une faible marge, moins de 1,6% (50,49% contre 48,85%). Odinga n'a jamais accepté le résultat et Ruto a donc commencé à gouverner avec la moitié du pays contre lui.

Odinga et Ruto ont été alliés pendant de nombreuses années, notamment après les violences policières contre les manifestants en 2007, qui ont tué plus d'un millier de personnes. Le président de l'époque, Uhuru Kenyatta, et Ruto ont été accusés par la Cour pénale internationale de crimes contre l'humanité. Les affaires ont ensuite été abandonnées et l'ancienne procureure en chef de la CPI, Fatou Bensouda, a déclaré qu'une campagne incessante d'intimidation des victimes et des témoins avait rendu un procès impossible.[3]

Le gouvernement de Ruto a été confronté à de grandes manifestations. Lorsque le gouvernement avait six mois, en 2023, les premières grandes manifestations ont eu lieu, en mars. En juillet, il y a eu trois jours de manifestations et de violentes répressions. Pour cette vague de mobilisations, en juillet, le gouvernement Ruto s'appuyait déjà sur les accords de contre-insurrection militaire signés entre les États-Unis et Israël et la police et les forces armées kenyanes. Le résultat de cette association entre les États-Unis, Israël et l'appareil répressif a été la mort d'au moins neuf personnes.

Juin 2024 : le gouvernement répète les attentats de 2023 et les masses répètent les luttes

En juillet 2023, le gouvernement a tenté d'imposer une augmentation de 8 à 16 % des taxes sur les produits pétroliers et d'augmenter les impôts sur le revenu de 1,5 % supplémentaires. Les mobilisations, comme nous l'avons dit précédemment, ont été violentes.

Cette année, au cours de la troisième semaine de juin, a commencé une nouvelle vague de mobilisations qui a duré jusqu'à la fin de la quatrième semaine. La raison en était un nouveau paquet de mesures économiques qui augmenteraient les taxes sur plusieurs produits de consommation courante, tels que la nourriture, le carburant, etc.

Dès le premier jour des manifestations, 200 personnes ont été arrêtées. Les manifestations ont forcé Ruto à faire un premier pas en arrière, mais malgré tout, les manifestations ont continué après le vote au Congrès et la colère s'est accrue. Une partie du bâtiment du Congrès a été envahie, incendiée et les parlementaires ont dû fuir. Après cet événement, le principal drapeau politique est devenu : Dehors Ruto ! Au terme de deux semaines de mobilisation, 25 personnes ont été retrouvées mortes dans les rues. Des centaines de blessés ont été transportés à l'hôpital, dont beaucoup dans un état grave, et le nombre de morts pourrait s'alourdir.

William Ruto, le nouvel administrateur colonial de l'impérialisme nord-américain

Ces dernières années, les relations extérieures dans le domaine politique et économique se sont principalement déroulées avec la Chine. Face à l'instabilité politique du régime bonapartiste de William Ruto, il cherche de nouveaux alliés et trouve le soutien dont il a besoin aux États-Unis.

L'ambassadrice Meg Whitman, ancienne PDG de Hewllet-Packard et eBay, a joué un rôle fondamental dans le rapprochement du gouvernement kenyan de celui des États-Unis, qui a accompagné Ruto l'année dernière lors d'une visite dans la Silicon Valley qui comprenait des visites chez Google, Apple et Intel. . Whitman est devenu un ardent défenseur de la création d'entreprises américaines au Kenya, un pôle florissant de startups technologiques et innovantes parfois appelé la Silicon Savannah de l'Afrique. Microsoft et une société émiratie d'intelligence artificielle, G42, ont annoncé qu'ils investiraient 1 milliard de dollars dans un centre de données écologique au Kenya, le plus gros investissement numérique jamais réalisé dans le pays.

Ce mouvement s'étend également au domaine militaire. En février, le Kenya a accueilli le plus grand exercice militaire du Commandement américain pour l'Afrique de l'Est. C'est un fait pertinent puisque dans d'autres pays, les militaires américains ont été expulsés, comme au Niger, au profit de groupes de mercenaires russes.

La veille du début des manifestations de juin 2024, Joe Biden a officiellement désigné le Kenya comme un allié majeur non membre de l'OTAN, et Ruto a envoyé les 400 premiers militaires d'un groupe de 1 000 en Haïti.

Envoi de soldats en Haïti

Toute cette histoire historique tente de décrire la violence héritée de la période coloniale et qui s'est poursuivie après l'indépendance avec le régime bonapartiste en vigueur depuis lors. Au bonapartisme s'ajoute une crise économique gigantesque et une réponse proportionnelle du mouvement de masse. A toute cette situation s'ajoute la crise interne depuis les dernières élections, où le résultat pro-Ruto a été remis en question au Parlement, dans le système judiciaire et principalement dans la rue. Ainsi, l'envoi de troupes pour la répression en Haïti s'inscrit dans la politique de soutien au régime bonapartiste kenyan par l'impérialisme nord-américain.

Le Kenya a une longue histoire de participation aux soi-disant forces de maintien de la paix. Il s'est produit au Timor oriental, en Bosnie-Herzégovine, en Sierra Leone et en Namibie. Il participe actuellement à l'intervention militaire en Somalie et en République démocratique du Congo.

William Ruto, sous la pression des manifestations de 2023, a pris l'initiative de proposer l'envoi de

suite à la page(16)

Le feuilleton kenyan en Haïti !



À son arrivée à l'aéroport international Jomo-Kenyatta, le chef du gouvernement Ariel Henry a été reçu par des honneurs militaires

Par Catherine Charlemagne

(13e partie)

Dès son arrivée à Georgetown, celui qui était encore chef de gouvernement et chef de la Transition politique en Haïti, Ariel Henry, avait multiplié les rencontres avec différents partenaires d'Haïti dans le cadre du dossier du déploiement des troupes dont le Kenya devait prendre le commandement. Le dimanche 25 février 2024, il a eu un entretien avec l'ambassadrice des USA aux Nations-Unies, Mme Linda Thomas-Greenfield, à la tête de la délégation américaine à ce 46e Sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Etats de la Caraïbe. D'emblée, elle annonçait que plusieurs pays de la région se disaient prêts à envoyer des militaires ou policiers dans l'effectif de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS).

Elle a aussi évoqué le cas du Bénin avec ses 2000 hommes disponibles, de la Jamaïque qui servira de base d'entrainement pour les militaires étrangers avant leur départ pour Port-au-Prince. Elle confirmait que le Chili, l'Argentine et d'autres Etats de l'Amérique du Sud seraient de la partie. Rien que de bonnes nouvelles pour un Ariel Henry aux anges sans le moindre doute de ce qui est en train de se tramer dans son dos en Haïti par les groupes armés qui allaient surprendre plus d'un. A l'ouverture de la 46e Session ordinaire de la Communauté caribéenne, son nouveau Président qui est à la fois chef d'État de la République de la Guyana, Irfaan Ali, avait mis l'accent sur le drame haïtien tout en disant qu'il fallait utiliser la force pour contrer le mal sécuritaire d'Haïti.

« Parfois, en tant que région, quand nous nous trouvons dans des positions difficiles, nous devons prendre des mesures sévères. Mais la dureté de la région est toujours dans l'intérêt des habitants de la région ; c'est fondamental pour la région. Nous sommes déterminés, en tant que région, à garantir que le peuple haïtien puisse également réaliser son plein potentiel dans la paix, la sécurité et une bonne gouvernance. Nous le devons au peuple haïtien » devait avancer le Président de la CARICOM à l'ouverture du Sommet le 25 février 2024. Avant lui, son prédécesseur à la tête de cet organisme régional, le Premier ministre de la Dominique, Roosevelt Skerrit, devait déclarer que la Communauté des Etats de la Caraïbe doit son soutien au peuple haïtien et ceci sans perdre de temps. *« Haïti a besoin du soutien de tous dans ce monde ; tous les pays du monde, et je ne crois pas que nous ayons le temps ou le luxe de continuer à parler de l'aide à Haïti, nous devons aider Haïti maintenant »*.

Toujours serein, le mardi 27 février 2024, le ministre des Affaires Etrangères de la Transition, Jean Victor Généus, annonça fièrement au quotidien *Le Nouvelliste* que le Premier ministre Ariel Henry devrait participer à un autre Sommet au Kenya s'agissant de l'Environnement en marge des rencontres avec le Président du pays. *« Le PM se rend au Kenya pour participer à un sommet sur l'environnement. Une rencontre est prévue avec le Président Ruto. La signature d'un accord de réciprocité sur la sécurité se fera aussitôt que les deux parties se seront mises d'accord sur le document final »* informait Généus.

Le mercredi 28 février, à la fin de cette réunion de la 46e session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la CARICOM, les dirigeants, notamment Phillip Davis, le Premier ministre des Bahamas, ont donné une longue conférence de presse dans laquelle Haïti était au centre des intérêts des journalistes et, y compris, semble-t-il, de la CARICOM. « *Une grande partie des Sessions a été consacrée à la crise haïtienne et à la recherche d'une solution. Je pense qu'il est important de noter que dans nos délibérations, en particulier avec le Premier ministre Ariel Henry, un certain nombre de mesures et de concessions majeures ont été faites pour faire avancer le processus politique, y compris, ce que nous considérons comme un pas en avant significatif, la tenue d'élections générales pour restaurer le gouvernement et l'autorité constitutionnels au plus tard le 31 août 2025.*

Nous pensons qu'il s'agit d'un pas important dans la bonne direction. Et à cette fin, nous avons convenu de mettre en place une équipe d'évaluation des besoins électoraux. Celle-ci sera dirigée par la CARICOM, les Nations-Unies et d'autres partenaires dont le Canada. Un rapport est attendu le 31 mars 2024 pour identifier ces lacunes, afin que nous puissions décider comment faire avancer la situation. Des dirigeants du CARICOM, y compris le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, des partenaires internationaux tels que le Canada, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et les Nations-Unies ont pris part à ces discussions. Nous avons eu une discussion franche et approfondie sur la situation en Haïti. Nous sommes profondément préoccupés par la détérioration continue de la sécurité, de la situation humanitaire et politique en Haïti. Le plus important encore, nous sommes préoccupés par le retard continu à surmonter l'impasse politique, qui a bloqué la possibilité d'élections libres et équitables. La Communauté caribéenne prévoit également d'inviter des Haïtiens clés à participer à une réunion. La CARICOM appelle tous les dirigeants en Haïti, y compris le gouvernement actuel, à pouvoir s'asseoir pour faire les concessions nécessaires afin d'arriver à une résolution sur l'impasse politique.

La Communauté caribéenne tente de ramener la normalité en Haïti depuis avant l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 » déclarait le Premier ministre des Bahamas, Phillip Davis, le 28 février 2024 à l'issue de la 46e réunion ordinaire de la CARICOM à Georgetown, Guyana. Nous sommes à la veille de l'embrasement de la capitale haïtienne par les gangs du mouvement « *Vivre ensemble »*, la coalition formée par les principaux groupes armés qui sèment la désolation et la peur dans la région de Port-au-Prince. Comme prévu dans le premier communiqué du Bureau du Premier ministre Ariel Henry, le jeudi 29 février 2024 depuis Georgetown, celui-ci s'envolait pour Nairobi au Kenya. Sauf que ce même jeudi, la bande à Jimmy Chérizier alias « *Barbecue »* avait quasiment pris le pouvoir à Port-au-Prince en s'emparant de plus d'une dizaine de Commissariats de police et d'autres institutions de l'Etat tout en instaurant un état d'insurrection dans le pays.

Ce 29 février, au moment même où le Premier ministre Ariel Henry traversait l'Atlantique, son pays, Haïti, sa capitale, Port-au-Prince étaient à feu et à sang. Dans un sauve qui peut incommensurable, la population livrée à elle-même et prise de panique courrait à la recherche d'un endroit sûr pour s'abriter. Tandis que le gouvernement intérimaire était aux abonnés absents. C'est en arrivant à Nairobi que le Premier ministre Ariel Henry appelé « *Roi Henry »* par la malice populaire, apprenait la terrible nouvelle. Son peuple s'est rebellé contre lui et l'a mis en déroute et surtout lui interdit de revenir au pays. A Port-au-Prince, quelques heures avant l'insurrection armée des gangs contre le pouvoir de la Transition, le Service de communication du gouvernement avait eu le temps de communiquer sur le départ du Premier ministre pour le Kenya. Sur un ton victorieux, le bureau de la communication annonçait ceci « *À l'invitation du Président de la République du Kenya, Monsieur William Ruto, le Premier ministre d'Haïti, Ariel Henry, a entamé jeudi 29 février 2024 une visite officielle à Nairobi, la capitale du Kenya.*

Cette visite vise à consolider les liens entre les deux nations, notamment, dans le domaine de la sécurité. » Ça c'était pour informer sur le départ. Dès son arrivée sur le sol kenyan, le bureau de la Primature s'était empressé de nouveau de communiquer la nouvelle par une seconde note de presse ôtant toute ambiguïté sur le caractère triomphaliste de ce voyage en terre africaine sans se douter que ce sera un voyage sans retour, en tout cas, en Haïti, pour celui qui était en passe d'accomplir son dernier voyage officiel au nom de la République d'Haïti. On apprenait, en effet, par ce fameux communiqué que *« Sur invitation du Président de la République du Kenya, Monsieur William Ruto, le Premier ministre, Dr Ariel Henry, est arrivé aujourd'hui à Nairobi, dans le cadre de sa visite de travail avec des autorités kényanes pour, entre autres, finaliser les modalités du déploiement de la Mission multinationale d'Appui à la Sécurité (MSAS).*

À son arrivée à l'aéroport international Jomo-Kenyatta, le chef du gouvernement a été reçu par des honneurs militaires. Ensuite, il a eu un tête-à-tête avec le Président William Ruto. Il aura à rencontrer d'autres personnalités du Kenya. Le Premier ministre Ariel Henry s'est ensuite rendu au Centre de Convention des Nations-Unies en vue de participer à la plénière de la 6e session de l'Assemblée des Nations-Unies pour l'Environnement (UNEA). Le chef du gouvernement interviendra ce vendredi à un panel de haut niveau dans le cadre de ces assises des Nations-Unies autour de l'Environnement », avait indiqué la Primature dans le communiqué ce même jeudi 29 février 2024. Pour sa part, son hôte, le Président kenyan William Ruto, depuis son Palais de *State House* de Nairobi, parlait de *« l'expérience et l'expertise de ses policiers »* en matière de sécurité dont il est fier de mettre à la disposition de cette mission de la Communauté internationale en faveur du peuple haïtien, *« l'héritage commun »* d'après lui du continent africain.

« Le Kenya s'associe au peuple haïtien en raison de notre héritage commun. Nous offrons l'expérience et l'expertise de nos policiers dans le cadre de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, conformément au mandat du Conseil de sécurité des Nations-Unies et aux directives de nos tribunaux », écrivait William Ruto sur son compte le jeudi 29 février 2024 alors qu'une partie de cet *« héritage commun »* partait en fumée sous les assauts répétés d'une horde de bandits sans foi ni loi. En effet, pendant que les officiels des deux pays se congratulent sous les lambris dorés du Palais présidentiel kenyan, en Haïti, notamment, à Port-au-Prince, les deux aéroports - Toussaint Louverture pour l'international et Guy Malary pour les vols domestiques - font l'objet d'attaques par les gangs à la suite de quoi les responsables de ces infrastructures ont dû vite les fermer au trafic aérien. Surtout, au cours de ces attaques, des aéronefs avaient été touchés dont l'un de la compagnie cubaine *Cuba de aviacion*. Tandis que les principales routes reliant la capitale, ses banlieues et les principales villes du pays sont fermées par les groupes armés.



Rencontre de Ariel Henry avec le Président William Ruto

La police nationale étant débordée par les évènements s'était soit repliée dans les Commissariats plus ou moins protégés soit abandonnait carrément les lieux quand ces Commissariats n'étaient pas littéralement pris d'assaut par les hommes de Jimmy Chérizier, *« Barbecue »* cet ancien agent de la UDMO (Unité Départementale de Maintien de l'Ordre), devenu le policier haïtien le plus connu et plus célèbre d'Haïti, voire de l'extérieur. Chef du mouvement « *Vivre ensemble* » la fédération des gangs opérant dans la capitale et dans l'aire métropolitaine, « Barbecue » avait décidé de déclarer le Premier ministre Ariel Henry *personna non grata* avec l'interdiction de revenir en Haïti tout en demandant sa démission. De fait, lui et ses hommes avaient maintenu la pression sur l'aéroport Toussaint Louverture afin que cette importante infrastructure aéroportuaire reste fermée jusqu'à ce que Ariel Henry annonce officiellement sa démission le 11 mars 2024 depuis Porto Rico où le gouvernement américain l'avait envoyé, une fois qu'il était interdit de débarquer en République dominicaine.

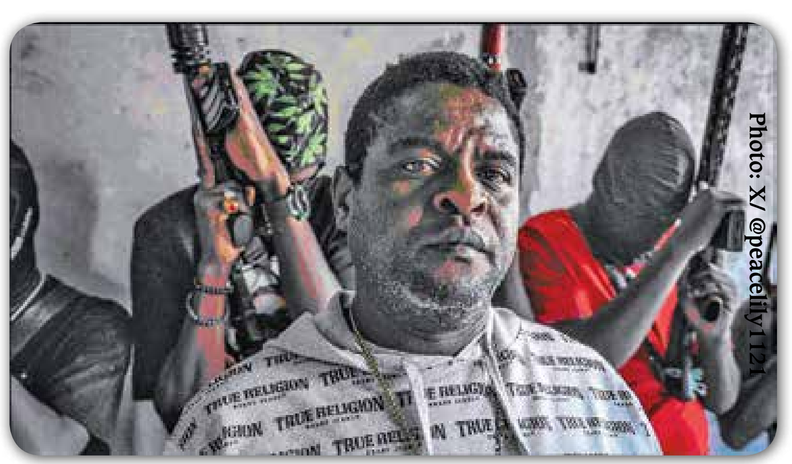
Mais, avant d'arriver à cette étape ultime, Ariel Henry, toujours Premier ministre poursuivait son voyage au Kenya. Le lendemain de son arrivée à Nairobi, c'est-à-dire, le vendredi 1er mars 2024, comme convenu, c'est en grande pompe qu'a été annoncé le déploiement de 1000 policiers kenyans lors de la signature de l'accord de réciprocité tant réclamé par les magistrats de la Haute cour de justice avant d'autoriser des kenyans partir retrouver leurs cousins dans les Caraïbes, d'autres diraient dans le chaudron haïtien. Ce sont le ministre de l'Environnement, James P. Cadet, pour la République d'Haïti et le Secrétaire du Cabinet (ministère) de l'Intérieur, Kithure Kindiki, pour la République du Kenya qui, en présence du Premier ministre Ariel Henry et du chef de l'Etat William Ruto, avaient signé le document scellant les relations entre les deux Républiques sœurs. On note aussi la présence d'autres officiels kenyans, entre autres, Zachary Njeru, Secrétaire du Cabinet de l'Eau, Monica Juma, Conseillère à la Sécurité nationale et Japheth Koome, Inspecteur général de la police kenyane.

C'est la présidence kenyane qui, le premier, avait annoncé la nouvelle dans un communiqué émis à cette fin. *« Aujourd'hui, 1er mars 2024, j'ai le plaisir de vous informer que le Premier ministre Ariel Henry et moi-même avons assisté à la signature de cet instrument. Nous avons également discuté des prochaines étapes pour permettre l'accélération du déploiement. Je profite de cette occasion pour réitérer l'engagement du Kenya à contribuer au succès de cette mission multinationale. Depuis le Kenya, nous sommes prêts pour ce déploiement, et je demande à tous les autres partenaires du monde entier d'intensifier leurs efforts afin que nous puissions apporter une réponse en temps utile. Nous pensons qu'il s'agit d'un devoir historique car la paix en Haïti est bonne pour le monde dans son ensemble »* déclarait le Président William Ruto. Après les félicitations et les souhaits de réussite de son hôte, le Premier ministre Ariel Henry a, quant à lui, déclaré « *Je remercie le Président Ruto et le peuple kényan d'avoir proposé de diriger la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité en Haïti destinée à stabiliser le pays. Cette mission apporte de l'espoir pour l'avenir de l'humanité, pour un peuple qui ne voit pas comment il vivra demain. »*

De leur côté, à Port-au-Prince, les autorités haïtiennes plongées dans la peur et l'incertitude face à la tournure que prenaient les évènements en Haïti où la vie était quasiment arrêtée, le Conseil des ministres qui assurait la continuité de l'État sous l'autorité d'un Premier ministre par intérim en la personne de Michel Patrick Boisvert, nommé par Ariel Henry avant son départ pour la Guyana, tentaient de maintenir un semblant de vie pour ne pas affoler davantage la population. Pour laisser croire que le gouvernement tient encore la barque du pays, suite au communiqué de la présidence kenyane annonçant la signature du fameux accord de réciprocité, c'est le ministère de la Culture et de la Communication qui tenait à rendre public

suite à la page(16)

Fighting for Ayiti's Second Liberation: Jimmy Chérizier and the Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies



Jimmy "Barbecue" Chérizier with fighters from the FRG9 Family and Allies

by Gerald A. Perreira

"It is among the masses, in the people of the shanty towns and in the lumpen proletariat that the insurrection will find its urban spearhead. The lumpen proletariat, this cohort of starving men, divorced from tribe and clan, constitutes one of the most spontaneously and radically revolutionary forces of a colonized people."

Frantz Fanon, *The Wretched of the Earth*

On Jun. 25, 2024, the first contingent of Kenyan police forces arrived in Ayiti (Haiti). The deal was brokered between U.S. neo-colonial stooge, William Ruto, who, as I write, is under pressure to quit the presidency. His resignation is demanded by thousands of young demonstrators (Gen Z), the length and breadth of Kenya.

Back in Haiti, the Kenyan troops, sent by Ruto on behalf of the U.S. Empire, signals yet another invasion. On Jan. 1, 1804, Ayiti declared itself the first Black Republic in the world, and the first post-colonial state in South America and the Caribbean. Ever since that day, it has been under siege.

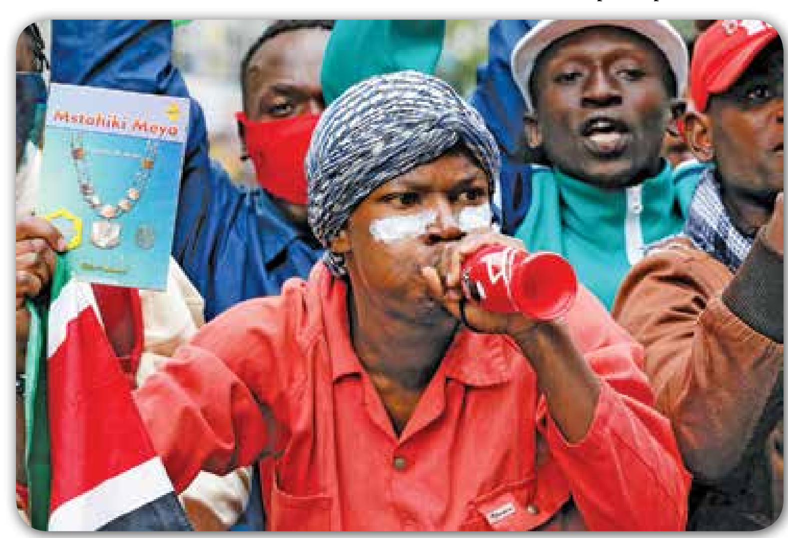
From Ayiti to Gaza

Like Gaza, Ayiti is a type of concentration camp, and like Palestinians, Ayitians have never stopped resisting their occupation and never will. In addition to successive military interventions, the U.S. and West European powers have unleashed brutal and unrelenting repression in every sphere of Ayiti's existence, including the psych-ops campaign to demonize Ayiti's rich cultural and spiritual heritage. Despite this, Ayiti remains a "problem" for them, because no matter how hard they try, they have never been able to crush the indomitable spirit of the Ayitian people.

We are told that the Kenyan soldiers have been sent to Ayiti to restore "law and order". We know this to be a euphemism for maintaining the existing oppressive and exploitative arrangement and crushing any resistance strong enough to topple the hegemon. The Kenyans are there to protect the very arrangement that the Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies (FRG9), led by Jimmy Chérizier, are fighting to overthrow. Chérizier has made it abundantly clear in interviews with *Al Jazeera*, in documentaries, and on numerous videos, that he and his fighters are in a face-off with the Empire and the local oligarchs. At every opportunity, Chérizier speaks about the need to end the rule of the oligarchic capitalists that have ravaged his country.

The Real Criminals

Chérizier and his forces now control 80% of Port-au-Prince, however, the imperialist-appointed governors are saying that Chérizier and members of his liberation movement cannot have a seat at the table, or any input into the decisions that will determine Ayiti's future, because of their past criminal activities, including murder. This is rich coming from transitional council members with clear ties to centers of imperial power and international agencies and organizations, which have been directly and indirectly involved in the murder of millions globally and have been involved in the kind of theft and plunder that makes Chérizier and his liberation army look like angels.



Thousands of young Kenyan demonstrators want to see their President William Ruto ousted.

It is said that Chérizier was a police officer, trained by the imperialists, and they have a damning dossier on him. I fail to see how that separates him from the overwhelming majority of neo-colonial politicians and regimes throughout the Caribbean. They may not have been trained as police officers, but they were most definitely trained and groomed by the imperialists for their current positions. One Caribbean activist said to me recently, "The gangs kill each other – show me one oligarch they killed". This actually made me smile, as I replied, how many oligarchs did you kill this week? He thought I was joking. To be honest, it simply exposes the fact that these activists have not been in the trenches in a place like Ayiti. If they had, they would know that Chérizier and his fighters have to remain in the areas they control and then, a good distance from the frontline of these areas, or they will surely be taken out.

I have even heard commentators try to make out that Chérizier's call name "Barbecue" is somehow related to a penchant for burning people alive, when in fact he acquired that nickname as a young boy when delivering the barbecue his mother sold.

My question is, how does Jimmy Chérizier, a former police officer, trained by the imperialists, break free? Can he ever redeem himself? Can he choose good over evil? On a recent podcast, a well-known Ayitian activist said smugly, "Chérizier is not a revolutionary". I beg to differ.

Real Revolutionaries

Many of those who live comfortably beyond Ayiti's borders, and even some activists in Ayiti, are looking for textbook definitions of what constitutes legitimate struggle and revolutionary action, and they need to stop. Those who over the years have been building so-called vanguards to act on behalf of the people, need to abandon their dogma and enter into dialogue with the people, participating in the process of conscientization that is ongoing for all of us. No struggle for human dignity and emancipation is born in the halls of academia. However, this does not prevent self-professed "revolutionaries" and the progressive intelligentsia from pursuing their rigorous intellectual dissection of those on the front lines. Kwame Ture warned us constantly to be wary of those who discuss struggle incessantly but are not part of any organization to change the world.

Paulo Freire reminds us, *"The more radical the person is, the more fully he or she enters into reality so that, knowing it better, he or she can transform it. This individual is not afraid to confront, to listen, to see the world unveiled. This person is not afraid to meet the people or to enter into a dialogue with them. This person does not consider himself or herself the proprietor of history or of all people, or the liberator of the oppressed; but he or she does commit himself or herself, within history, to fight at their side."*

Those who have immersed themselves in communities of resistance and been a part of the day-to-day struggles of the oppressed have come to the realization that the people are capable of deep political reflection. They will not express it in language used in academic and political circles, but it will be the clearest analysis of where the people are at.

Muammar Qaddafi spoke about this time, referring to it as "the era of the masses." He explained,
"it is time for the masses to be in control of their destiny, for them to grasp the keys to their liberty, for them to rebuild their lives on the foundation of real democracy, a democracy in which the power of decision and sovereignty lies with the masses alone. The masses owe it to themselves to destroy all the forces that are hostile and oppose their aspirations. They owe it to themselves to remove all the obstacles that impede their march towards victory, towards liberty, towards a new world".
\

A Formidable Force

The people, once conscientized, are a truly formidable force. This is nowhere more evident than in Gaza, where the Alliance of Palestinian Forces, which includes Palestinian Islamic Jihad, Popular Front for the Liberation of Palestine, National Resistance Brigades, Al-Aqsa Martyrs' Brigades, Palestinian Mujahideen Movement, Democratic Front for the Liberation of Palestine and Hamas, cannot be defeated. After almost nine months of incessant bombing and ground combat by the world's fourth largest military, Israeli Defense Forces' top spokesman, Rear Adm. Daniel Hagari, said that the stated goal of the war in Gaza – to destroy Hamas – was impossible, and to keep promising it was like "throwing sand in the eyes of the public." He added: "Hamas is an idea. Anyone who thinks we can eliminate Hamas is wrong."


U.S. neo-colonial stooge, William Ruto, sent Kenyan troops to Haiti on behalf of the U.S. Empire.

There are those on the so-called Left who call for a free Palestine but condemn Hamas, once again joining in the criminalization of a legitimate resistance movement. It is no surprise that the heroic resistance waged by the people of Gaza is a decisive factor in accelerating the demise of the Empire. The word Gaza means strength. In Islam, Ghazi means Muslim warrior. especially one victorious in battle and is often used as a title of honour. The strength, honour and dignity of the Palestinian Resistance and all the people of Gaza is galvanizing this global uprising. Despite being literally slaughtered, along with their entire families, Palestinians are refusing to be pushed off their land. Their spectacular courage is inspiring people everywhere to stand up. The microcosm that is Gaza is highlighting just how connected this world is and just how much of a scam is Western capitalism and liberal democracy. The clay feet of the Empire are most definitely cracking.

Redemption

At the heart of the message of every Prophet-revolutionary is the idea of human redemption and liberation. Redemption is about reclaiming that which has been taken or usurped by hostile forces, seen and unseen. To achieve the liberation of your family, your community and your nation, you must first redeem yourself and find your rightful place. Liberation starts at the personal level. No one can free another. Freedom comes with an awakening of consciousness; redemption is a precondition for liberation. Jimmy Chérizier and others, who have gained the consciousness of freedom, are amongst those who have discovered that power resides within them.


The heroic resistance waged by Gaza's people is a decisive factor in accelerating the demise of the Empire. Their spectacular courage is inspiring people everywhere to stand up.



It is so divorced from the people that the Transitional Presidential Council was sworn in at a secret ceremony in Ayiti in April.

In 1970, in his seminal work, *Blood in my Eye*, George Jackson wrote from Soledad Prison, that *"Prisoners must be reached and made to understand that they are victims of social injustice. This is my task working from within (while I'm here, my persuasion is that the war goes on, no matter where one may find himself on bourgeoisie-dominated soil). The sheer numbers of the prisoner class and the terms of their existence make them a mighty reservoir of revolutionary potential."*

Malcolm X, aka Al Hajj Malik Al Shabazz, said: *"I believe that it would be almost impossible to find anywhere in America a Black man who has*

suite à la page(12)

LES VÉNÉZUÉLIENS VOTERON
RÉVOLUTION B



Rassemblement du Parti socialiste unifié (PSUV) à Guanare, dans l'État de Portuguesa. (@partidoPSUV)

Par Roger D. Harris

La préparation d'une élection à fort enjeu sous sanctions américaines

L'avenir du mouvement socialiste vénézuélien, vieux de 25 ans, se jouera lors des prochaines élections du 28 juillet. Les Vénézuéliens se rendront aux urnes en sachant qu'un vote pour le président sortant Nicolás Maduro ne signifie pas un allègement des mesures coercitives unilatérales américaines.

Ces soi-disant «sanctions» ont été au cœur de la campagne de changement de régime de Washington, explicitement conçue pour asphyxier l'économie vénézuélienne et retourner le peuple contre son gouvernement ; ce que Venezuelanalysis appelle « *une guerre sans bombes* ».

Avec quelque 930 mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis, le Venezuela est le deuxième pays le plus sanctionné au monde après la Russie. « *Washington a choisi le Venezuela pour un traitement spécial* », observe l'économiste politique Steve Ellner.

La révolution bolivarienne

La révolution bolivarienne du Venezuela a commencé avec l'élection d'Hugo Chávez en 1998. L'élection à la présidence d'un fier Afro-Amérindien issu d'un milieu pauvre a exaspéré les élites racistes et classistes. Le successeur de Chávez, Maduro, un chauffeur de bus et dirigeant syndical qui n'est jamais allé à l'université, n'était pas plus acceptable pour cette élite.

Sous la direction de Chávez, le Venezuela est devenu « *une lueur d'espoir pour la lutte contre l'appauvrissement néolibéral et le pillage impérialiste dans le monde entier* », selon Francisco Dominguez, de la Campagne de solidarité avec le Venezuela, basée au Royaume-Uni.

Environ trois quarts du budget discrétionnaire actuel du Venezuela sont consacrés aux dépenses sociales ; la même proportion du budget américain est consacrée à l'armée et aux dépenses connexes. Quelque cinq millions de maisons pour les pauvres ont été construites, les soins de santé sont gratuits et la nourriture pour les pauvres est subventionnée. Les organisations populaires de masse et les communes prospèrent.

Un quart de siècle d'efforts américains de changement de régime

En avril 2002, Hugo Chávez a survécu à un coup d'État soutenu par les États-Unis, qui n'a duré que 47 heures, lorsque le peuple s'est spontanément soulevé pour exiger son rétablissement. Ce coup d'État a été suivi d'un «lock-out patronal» pendant les vacances de Noël, qui n'a pas provoqué de soulèvement, mais qui a entraîné une perte de 29 % du PIB.

Un référendum, ouvertement soutenu par les États-Unis, visant à révoquer Chávez en 2004 a été rejeté de manière décisive. Il remporte largement les élections présidentielles de 2006, bien que l'opposition continue de fomenter des violences meurtrières dans les rues. En 2008, un coup d'État militaire mené par des officiers dissidents a été avorté.

Chávez a été réélu en octobre 2012, mais il est mort d'un cancer peu après, en mars 2013. Le successeur qu'il avait choisi, N. Maduro, a remporté les élections anticipées prévues par la Constitution avec une marge de moins de 2 %. Sentant une faiblesse en ce moment de deuil national, l'offensive américaine s'est intensifiée, tentant de provoquer une insurrection civile.

Le principal candidat de l'opposition, Henrique Capriles, a immédiatement accusé de fraude et a appelé ses partisans à manifester leur colère. L'opposition d'extrême droite soutenue par les États-Unis a ensuite organisé de violentes manifestations dans les rues. Les «guarimbas» se sont poursuivies périodiquement tout au long de l'année 2017 pour tenter d'obtenir par des moyens extraparlementaires ce qu'elles n'avaient pas réussi à faire démocratiquement.

Les États-Unis ont été le seul pays à nier la légitimité du gouvernement Maduro en 2013. Un audit ultérieur réalisé en public, qui a comparé le décompte électronique aux bulletins de vote sur papier, a réaffirmé le résultat électoral. L'ancien président américain Jimmy Carter a d'ailleurs fait le commentaire suivant : Sur les 92 élections que nous avons surveillées, je dirais que le processus électoral au Venezuela est le meilleur au monde. Le Venezuela a été le premier pays à disposer à la fois d'un vote électronique et d'une copie papier.

Après l'accession de Nicolas Maduro à la présidence, le marché international du pétrole s'est effondré, ce qui a eu de graves répercussions sur une économie tributaire des ventes de pétrole. Face à la détérioration de la situation économique, l'opposition a remporté la majorité à l'Assemblée nationale en décembre 2015. Le gouvernement Maduro a immédiatement reconnu les résultats électoraux. Aujourd'hui, Washington considère l'Assemblée nationale de 2015 comme le seul gouvernement légitime du Venezuela, même si les mandats des législateurs ont expiré depuis longtemps.

La guerre hybride s'intensifie

La même année, en 2015, le président américain Obama a déclaré de manière incrédule que le Venezuela constituait «*une menace inhabituelle et extraordinaire*» pour la sécurité nationale des États-Unis, ce qui lui a servi de prétexte pour imposer des mesures coercitives unilatérales illégales. Cette année-là a également marqué un changement géopolitique régional vers la droite avec l'élection de Mauricio Macri en Argentine.

Les mesures coercitives ont été sévèrement intensifiées par Trump et poursuivies avec un léger assouplissement par Biden dans le cadre d'un effort bipartisan visant à vaincre la révolution bolivarienne.

Les États-Unis n'ont pris aucun risque en prévision de l'élection présidentielle de 2018 au Venezuela. Washington a déclaré que l'élection était frauduleuse une demi-année avant le vote et a ordonné à ses mandataires financés de boycotter. Lorsque le politicien d'opposition Henri Falcón s'est présenté, Washington l'a menacé de sanctions. Maduro a facilement été réélu. L'opposition d'extrême droite n'a pas participé à l'élection, misant toujours sur un coup d'État militaire, une rébellion populaire, une intervention directe des États-Unis... ou un assassinat réussi.

Lors d'une cérémonie publique, Maduro a survécu à l'explosion d'un drone en août 2018. En octobre de la même année, l'ancien ambassadeur des États-Unis au Venezuela, William Brownfield, a déclaré : « *En ce moment, la meilleure solution serait peut-être d'accélérer l'effondrement [du pays], même si cela entraîne une plus grande période de souffrance.* »

En janvier 2019, l'économie vénézuélienne, en proie à une inflation galopante, était au bord de l'effondrement, précipité par le blocus économique imposé par les États-



Hugo Chavez est revenu au pouvoir le 13 avril 2002 après avoir été brièvement renversé par un coup d'État de droite. (Photo : AVN / archive)

NT SUR LA POURSUITE DE LA BOLIVARIENNE



Le président vénézuélien Nicolás Maduro s'adresse à la foule depuis le théâtre municipal de Caracas récemment réinauguré. (Prensa Presidencial)

Unis et leurs alliés. Washington a alors reconnu le nouveau chef inconnu de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, 35 ans, comme « *président par intérim* » du Venezuela. Plus de 50 alliés des États-Unis ont reconnu l'atout sécuritaire américain et ont remis à l'équipe de Guaidó des milliards de dollars d'actifs vénézuéliens détenus à l'étranger.

Le Venezuela a également fait l'objet d'attaques paramilitaires lancées depuis la Colombie, de l'autre côté de sa frontière occidentale. Une cyberattaque contre le système électrique vénézuélien a déclenché une panne d'électricité dans tout le pays en mars 2019. Parmi les tentatives d'assassinat et de coup d'État qui se sont poursuivies, on peut citer le fiasco de la «*baie des porcelets*» en mai 2020, impliquant deux anciens bérets verts américains, que Joe Biden a ensuite rapatriés dans le cadre d'un échange de prisonniers.

En 2020, les États-Unis ont officiellement désigné Nicolas Maduro comme leur «*nouvelle cible*» et ont mis sa tête à prix pour un montant de 15 millions de dollars. Les mesures coercitives unilatérales de Washington avaient alors entraîné un déclin précipité de l'économie, ainsi que les dommages collatéraux de dizaines de milliers de morts. Le Venezuela a connu la plus forte contraction économique en temps de paix de l'histoire récente du monde.

Bien entendu, la corruption, l'inefficacité et les politiques erronées ont également affecté l'économie. Mais pour être juste envers les victimes des sanctions, il ne s'agissait pas de conditions uniques au Venezuela et elles n'auraient pas été dévastatrices en l'absence de sanctions. Dans le cas contraire, les États-Unis n'auraient pas eu besoin d'être aussi inhumainement agressifs. En outre, les effets secondaires des sanctions, tels que le besoin de secret pour les contourner en utilisant des canaux détournés, sont devenus un terrain fertile pour les fonctionnaires malhonnêtes.

Le Venezuela résiste

Bien que la guerre hybride américaine se soit poursuivie, le Venezuela a commencé à inverser la chute libre de son économie vers 2021-2022. Cela n'aurait pas été possible sans la combinaison d'une volonté politique inébranlable sous la direction du président Maduro, associée à un fort soutien populaire de base, ainsi qu'à l'aide vitale de la Russie, de la Chine et de l'Iran.

La croissance du PIB au cours des quatre premiers mois de 2024 a dépassé les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) et devrait être de 4 % pour cette année, alors que les chiffres du FMI pour les États-Unis sont de 2,7 % et ceux de la Chine de 4,6 %.

Après une série de scandales de corruption, même l'opposition la plus dure a abandonné le «*président intérimaire*» Juan Guaidó. Aujourd'hui, seuls les États-Unis, Israël et une poignée d'alliés les plus flagorneurs de Washington ne reconnaissent pas l'administration Maduro.

Lors d'un récent nettoyage interne au sein du gouvernement, l'ancien ministre du pétrole Tareck El Aissami et 54 autres personnes ont été arrêtés pour corruption, ce qui a été très bien accueilli par la base chaviste (c'est-à-dire les partisans de la révolution bolivarienne).

Contrairement à la stratégie américaine visant à isoler le Venezuela, ce dernier pourrait bientôt rejoindre les BRICS+ et a récemment été élu à la vice-présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le fait que les deux voisins immédiats du Venezuela, le Brésil et la Colombie, soient passés du statut d'États clients des États-Unis à celui d'alliés amicaux a également changé la donne.

Les organisations d'intégration régionale initiées par Chávez, telles que l'ALBA et la CELAC, restent solides. Entre-temps, Joe Biden a été humilié lorsque le Mexique a mené un boycott après qu'il eut exclu le Venezuela, ainsi que Cuba et le Nicaragua, du «sommet de la démocratie» de l'Organisation des États américains qu'il prévoyait d'organiser en 2022.

La dernière ligne droite de la campagne électorale

Le fait que toutes les factions de l'opposition s'affrontent lors du scrutin constitue de facto une reconnaissance de fait de la légitimité du gouvernement. Et le fait qu'il y ait neuf candidats est la preuve, malgré les efforts de Washington, que les États-Unis n'ont pas pu unir une opposition fracturée autour de la candidature d'extrême droite de Maria Corina Machado.

La candidate susmentionnée, Mme Machado, a fait l'objet d'un examen approfondi à Washington et a été choisie par ce dernier. Lors de sa comparution devant une commission du Congrès américain, elle a menacé de ne pas instaurer un «système d'impunité» pour les chavistes lorsqu'elle serait présidente. Cependant, elle ne figure pas sur le bulletin de vote.

En 2015, Mme Machado avait été déclarée inéligible jusqu'en 2030 pour de multiples malversations. Les États-Unis lui ont ordonné de se défendre devant la Cour suprême vénézuélienne, mais l'interdiction a été maintenue. L'ONG de Machado, Súmate, a été financée par la NED, une émanation de la CIA. Ses activités de campagne actuelles auraient reçu 3,2 millions de dollars de la part d'une



María Corina Machado et le candidat à la présidence Edmundo González Urrutia (AP/Ariana Cubillos)

société de lobbying américaine.

Mme Machado a personnellement choisi le candidat de substitution Edmundo González pour se présenter à sa place. González, âgé, est resté chez lui, tandis que Machado s'est lancée dans la campagne avec une affiche en papier de González. Cet arrangement permet aux États-Unis de revendiquer la victoire si González l'emporte et de dénoncer une fraude - en raison de la disqualification de Machado et d'autres problèmes - s'il ne l'emporte pas.

Tous les candidats, à l'exception de M. González et d'un autre candidat d'extrême droite à la présidence, se sont engagés à respecter les résultats de l'élection.

Entre-temps, le gouvernement a signalé le sabotage d'un pont et du réseau électrique, tandis que de multiples tentatives d'assassinat contre Maduro ont été déjouées. Un groupe paramilitaire colombien, ACSN, aurait été contacté par des éléments de l'opposition pour attaquer les infrastructures et même le président dans l'éventualité d'une victoire de Maduro.

L'issue des élections n'est pas du tout certaine

Bien que les États-Unis ne reconnaissent toujours pas officiellement le gouvernement Maduro, Washington et Caracas - cette fois-ci sans l'opposition vénézuélienne - ont entamé un dialogue direct en tant que souverains égaux juste un mois avant l'élection. Cela indique que la stratégie américaine de changement de régime doit maintenant être différente pour l'élection de 2018.

L'opposition d'extrême droite ne peut pas recevoir l'ordre de boycotter les élections en prévision de l'effondrement du gouvernement. L'économie vénézuélienne n'est plus au bord du gouffre, malgré les efforts de Washington.

Toutefois, le commentateur politique vénézuélien Clodovaldo Hernández met en garde contre les problèmes persistants que sont les prestations de soins de santé inadéquates, les salaires et les pensions qui n'ont pas suivi le rythme de l'inflation, l'énergie électrique irrégulière et les dysfonctionnements des services de police et de justice. Tous ces éléments ont un impact disproportionné sur la base chaviste des pauvres et des travailleurs, qui sont fatigués par tant d'années de siège yankee. D'autre part, une grande partie de l'opposition est discréditée et détestée précisément parce qu'elle a soutenu la guerre hybride américaine qui a contribué à ces conditions.

Comme toujours, les sondages au Venezuela produisent des résultats très partisans et peu fiables. Tant les chavistes que l'opposition (Voice of America) citent des sondages montrant un soutien écrasant à leur camp. Le monde entier aura les yeux rivés sur le 28 juillet. Le Venezuela s'est efforcé d'offrir une alternative à l'ordre mondial impérialiste, ce qui lui a valu des décennies d'attaques. La majorité des Vénézuéliens voteront-ils pour poursuivre leur chemin vers l'indépendance en dépit d'un coût aussi élevé ?



Un groupe d'individus masqués se présentant comme les "Autodefensas Conquistadoras de la Sierra Nevada" a déclaré avoir été approché par des "groupes d'extrême droite vénézuéliens" pour mener des actions de déstabilisation sur le territoire vénézuélien (Lien).

Internationalist 360°
on July 13, 2024
Traduction Bernard Tornare
13 Juillet 2024

*Roger D. Harris travaille pour l'organisation de défense des droits de l'homme Task Force on the Americas, fondée en 1985.

Discours de S.E. le capitaine Ibrahim Traore, président du Faso, chef de l'état



Le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traore

Prononcé le samedi 6 juillet 2024 à Niamey, à l'ouverture du 1er Sommet des Chefs d'Etat des pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel.

C'est un immense plaisir et un honneur pour nous, de nous retrouver à Niamey aujourd'hui 6 juillet 2024, un jour béni, une date mémorable. Avant tout propos, nous rendons grâce à Dieu qui a permis l'avènement de ce jour. Nous le remercions pour tout ce qu'il a fait pour nous jusqu'à ce jour, et pour tout ce qu'il fera pour les peuples de l'AES. Permettez-moi également de rendre hommage au peuple nigérien, ce peuple qui a tant souffert depuis l'avènement du CNSP, à cause des sanctions de la CEDEAO mais qui continue de rester debout.

Merci aux Nigériens qui nous ont réservés un accueil chaleureux hier (Ndlr : 05 Juillet 2024), lorsque nous avons foulé le sol de notre patrie, le Niger. Vous êtes plus que des amis, vous êtes plus que des voisins, vous êtes nos frères, vous êtes nos sœurs. Parce que la fraternité va au-delà de l'amitié ou du voisinage. Nous avons le même sang qui coule dans nos veines. Dans nos veines coule le sang de ces vaillants guerriers qui ont combattu et qui nous ont légué ces terres que nous appelons le Mali, le Burkina et le Niger.

Dans nos veines coule le sang de ces vaillants guerriers qui ont aidé le monde entier à se débarrasser du nazisme et de bien d'autres fléaux. Dans nos veines coule le sang de ces vaillants guerriers qui ont été déportés d'Afrique vers l'Europe, l'Amérique, l'Asie ou ailleurs, et qui ont contribué à bâtir ces États pendant l'esclavage.

Dans nos veines coule le sang d'hommes dignes, d'hommes robustes, d'hommes forts. Et pour cela, soyons fiers d'être des ressortissants de l'espace AES.

L'Afrique est ce continent qui a tant souffert, et qui continue de souffrir, du fait des impérialistes. Ces impérialistes n'ont qu'un seul cliché en tête. L'Afrique est le continent des esclaves ; c'est ainsi qu'ils voient l'Afrique. Ils n'ont jamais pu changer de logiciel jusqu'aujourd'hui et c'est déplorable. Mais comment procèdent-ils ? C'est malheureusement depuis les années 60, lorsque ces simulacres d'indépendances ont été données à l'Afrique. Ils n'ont juste fait que placer des valets locaux à la tête, selon eux, de leurs sous-préfectures, pour pouvoir continuer à les alimenter.

Ces valets locaux, que nous allons qualifier aujourd'hui d'esclaves de salon, n'ont d'autre repère que chercher à vivre comme le maître, à satisfaire le maître, et à faire tout ce que le maître leur dicte. Ils volent, ils pillent nos États et apportent tout chez le maître, et leur richesse est conservée chez le maître. Ils font tout pour vivre comme le maître et toujours le satisfaire. Lorsque le maître commande, ils exécutent. Ce sont des individus qui n'ont aucune dignité, qui n'ont aucune morale, qui n'ont aucune personnalité. Mais le maître des esclaves a toujours su identifier ces individus.

Ils sont toujours prêts à trahir leurs frères pour satisfaire le maître. Ils nous ont trahis depuis l'indépendance, et d'autres continuent jusqu'aujourd'hui de nous trahir au profit de leur maître.

Ces individus continuent toujours, contre vents et marées, à aider le maître à piller l'Afrique. Ils se plaisent à dire chaque année, dans leurs sondages économiques, que le Burkina est un pays pauvre, que le Mali est un pays pauvre, que le Niger est un pays pauvre. Nous sommes classés parmi les derniers. Si nous sommes aussi pauvres comme ils le disent, pourquoi ils ne veulent pas partir lorsque le moment est venu pour nous de prendre nos responsabilités et de demander à ce maître de quitter les lieux ?

Lorsque nous prenons le cas du Niger, depuis plus de 40 ans, certains pays exploitent l'uranium pour produire de l'énergie chez eux. D'Ottawa à Paris, les rues sont illuminées ; mais au Niger, c'est l'obscurité qui nous est servie.



Photo de famille des Chefs d'Etat de l'AES lors du sommet de Niamey.

Lorsque vous partez dans nos Etats, nos sols sont troués de toutes parts pour rechercher des métaux précieux comme l'or. Mais souvent, il n'y a pas la moindre route pour accéder aux zones où ils exploitent l'or, encore moins certains services sociaux de base. C'est pourquoi nous avons décidé de nous révolter et de prendre le destin de nos Etats en main.

Nous avons bien d'autres exemples. Lorsque nous avons pris nos responsabilités, nous avons été approchés par certains esclaves de salon pour nous transmettre le message de leur maître. Parce qu'ils avaient créé cette sorte de chaîne polymère qui se relève à la tête de nos Etats pour les servir. Nous sommes venus briser la chaîne, et c'est inconcevable pour eux. Ils nous ont approchés et nous ont demandé de rentrer dans les rangs pour faire partie de l'élite qui doit diriger l'Afrique, parce qu'ils ont une élite formée et formatée pour suivre leur logique, qui est incrustée dans leur chaîne.

Nous avons refusé de rejoindre leurs rangs. Et dès lors, les hostilités ont commencé. Ils ont fait envoyer dans nos zones plusieurs mercenaires, des formateurs, des agents dans le Sahel pour mener des attaques barbares et lâches contre nos populations, dans l'espoir de les révolter. A ces attaques sur le terrain s'ajoutent la guerre de communication, la manipulation, la désinformation. Mais les peuples du Sahel ont compris et ils ne pourront plus jamais les manipuler. Ils savent d'où ils viennent, ce qu'ils font et où ils vont.

Nous ne permettrons plus cela ; les peuples sont éveillés. Et nous nous battons aujourd'hui, non pas pour nous-mêmes, mais pour les générations futures. Merci à tous pour le combat mené. Cela ne nous fait jamais pleurer. Nous ne tremblerons pas. Nous allons affronter ; nous nous battrons pour une véritable indépendance, pour notre liberté.

Pour effrayer les populations de l'AES, ces individus n'ont que trois termes à la bouche : démocratie, liberté, droits humains. Bien entendu, leurs valets locaux ne sont élus que dans le cadre d'un processus démocratique, libre et transparent, selon eux et leurs valeurs.

Quoi de plus normal pour eux ; mais qu'on veuille nous imposer cela, parce que ce sont eux qui édictent les règles, nous ne l'accepterons pas.

Nous avons décidé de nous assumer. C'est pourquoi un 26 juillet 2023, alors que le Niger décidait de tourner la page, les esclaves de salon et leurs maîtres sont montés sur leurs grands chevaux.

Ils ont mis en avant leurs valets locaux et ont décidé de mener une guerre contre le peuple nigérien. Nous avons donc dit que quiconque oserait s'en prendre au Niger nous aura en face, parce que nous mènerons une guerre sans pitié jusqu'à la dernière goutte de sang pour quiconque oserait s'attaquer à nos États.

Cette décision que nous avons prise hier, est d'actualité aujourd'hui et le sera demain et pour toujours. Ainsi naquit l'AES le 16 septembre 2023, dans une architecture de défense mutuelle. Mais nous avons estimé qu'il était nécessaire de prolonger et d'agrandir l'architecture de l'AES. Ce qui nous rassemble aujourd'hui doit nous permettre d'aller sur d'autres secteurs en plus de la défense, notamment les finances et l'économie, les infrastructures, la santé, l'éducation, etc. Je souhaite que ces moments soient pour nous une histoire que nous allons écrire non seulement pour l'AES, mais aussi pour l'Afrique et pour le monde entier. Que Dieu illumine chacun de nous.

Que Dieu nous inspire dans cette mission qui nous est confiée. Et surtout, lorsque nous accomplissons toutes nos tâches, que nous n'ayons qu'une seule chose en tête : l'intérêt supérieur de nos populations.

Sur ce, nous prions encore une fois Dieu qu'il nous accompagne dans nos différentes tâches, qu'Il protège nos combattants grâce à qui nous pouvons nous asseoir ici et échanger sur l'avenir de nos Etats. Encore merci au peuple nigérien.

Soyez unis et solidaires, peuples de l'AES !

La patrie ou la mort, nous vaincrons

Suite de la page (9)

lived further down in the mud of human society than I have; or a Black man who has been any more ignorant than I have; or a Black man who has suffered more anguish during his life than I have. But it is only after the deepest darkness that the greatest joy can come; it is only after slavery and prison that the sweetest appreciation of freedom can come."

In his selected prison writings, titled *"We are our own Liberators,"* former Black Panther and U.S. political prisoner, Jalil A. Muntaqim, observes that *"people from the lumpen proletariat will join the revolution because it will provide hope for their future, offering life some meaning and purpose devoid of the self-destructive cycle of hanging out on street corners, shooting dope, prostitution, and going in and out of jail. Hence, it will offer an alternative to all the illicit activity of the lumpen proletariat subculture, which usually amounts to no more than preying on their own kind and desperately aspiring to the social values of the bourgeoisie, the accumulation of material goods by ,means of illegitimate capitalism."*



George Jackson: "The sheer numbers of the prisoner class and the terms of their existence make them a mighty reservoir of revolutionary potential."

Finally Frantz Fanon pointed out that if the revolutionary forces do not mobilize the lumpen-proletariat, then the oppressive State and the forces of reaction will mobilize them against us.

Crisis of the Caribbean "Left"

The crisis of the Caribbean "Left" is primarily one of theory. The Caribbean "Left" are so obsessed with theoretical analysis that very often they have no connection to the reality on the ground. It is theory for the sake of theory. After the implosion of the Grenadian revolution, which opened the door to a U.S. invasion and the assassination of Maurice Bishop in 1983 and following the collapse of the Soviet Union and the Eastern Bloc in 1991, the Caribbean "Left" lost its bearings. Almost overnight, across the Caribbean, many communists and self-proclaimed Marxist-Leninists morphed into liberal democrats and apologists for neo-liberal economic policies, while others adopted social democracy.

An equally significant death blow is the dominance of the Caribbean "Mulatto"/Creole middle-class over political parties and movements. The privilege enjoyed by this social stratum affords them the ability and access to be very vocal, dominating societal discourse and shaping narratives. They are the authors, the producers of knowledge, their voice is large, but their following is small. In fact, they are most often, with very few exceptions, alienated from the people whom they purport to represent. This means that they find themselves in the doomed-to-fail situation of fighting "for" the people, rather than "with" the people.

L'ultime combat des fils de Saddam Hussein

Par René Naba

Ce papier est publié à l'occasion du 21ème anniversaire du décès d'Oudaï et de Qoussaï Hussein, les deux fils de l'ancien président irakien Saddam Hussein, tués lors d'un assaut d'un commando américain, trois mois après l'invasion américaine de l'Irak, le 20 juillet 2003, contre leur refuge à Mossoul, dans le nord de l'Irak.

Ils auraient pu se livrer aux Américains sans combattre lors de l'assault lancé par les forces d'invasion américaines contre leur refuge fortifié de Mossoul, dans le Nord de l'Irak.

Mais les deux fils du président irakien Saddam Hussein, Oudaï et Qoussaï, ont décidé de livrer bataille et d'affronter leurs assaillants, des dizaines de soldats américains surarmés et progressant sous forte protection aérienne.

Les deux fils du président sont morts les armes à la main au terme d'un combat de 4 heures. Le combat était inégal : 200 soldats américains suréquipés d'armes lourdes et protégés par des hélicoptères d'assaut face à 4 personnes : Oudaï et Qoussaï, Moustapha (14 ans), le fils Oudaï, ainsi que le général Abdel Samad Hadouchi, garde de corps du fils aîné du président irakien.

Oudaï

Fils aîné du président Saddam Hussein, natif de 1964, Oudaï était titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'Université de Bagdad et d'un Doctorat en Sciences politiques.

À la tête des troupes de choc «Les fidaiyounes de Saddam», – les volontaires de la mort au service de Saddam –, cette garde prétorienne du régime baasiste était rattachée directement à la présidence de la République irakienne et non au commandement de l'armée ou au ministère de la Défense.

Oudaï a défrayé la chronique par ses frasques. Cible d'un attentat en 1996, Oudaï en conservera des séquelles, notamment une claudication dans la démarche.

Qoussaï

Né le 17 mai 1966, Qoussaï était à l'opposé de son frère aîné, un homme discret fuyant les médias. Peu avant la chute de Bagdad, en avril 2003, il avait pris le commandement de la garde présidentielle, les troupes d'élite du parti Baas.

Signe de son importance, Qoussaï figurait au 2ème rang sur la liste des 55 dirigeants irakiens pourchassés par les Américains lors de leur invasion de l'Irak. La liste comprenait tous les caciques du régime baasiste. Oudaï, lui, ne figurait qu'au 3ème rang.

Les deux fils de Saddam Hussein étaient barricadés au domicile de Cheikh Nawaf Zeidane, une vaste demeure de trois étages avec ses dépendances, dans un quartier chic de la ville. Ce refuge discret n'attirait pas les regards. Il avait été choisi précisément pour sa discrétion par les deux fils pour leur servir de refuge.

Un voisin de Cheikh Nawaf Zeidane assure que rien n'attirait l'attention en ce que la demeure accueillait de nombreux hôtes de passage.

Le récit de l'ultime combat des deux fils de l'ancien président irakien a été rapporté par le quotidien en ligne Ar Rai Al Yom, en date du 18 Mars 2023, dont ci joint le lien pour le locuteur arabophone.

Nul ne sait comment les Américains ont identifié le refuge, mais certaines rumeurs persistantes désignent l'hôte des deux fils comme étant à l'origine de la délation.



De gauche à droite Oudaï, Saddam Hussein et Qoussaï

L'assaut du colonel Joe Andersen

Le colonel Joe Anderson, commandant les troupes d'assaut, a avisé la population, dans un message diffusé en langue arabe, incitant les occupants de la demeure à «sortir d'une manière pacifique».

La proposition du commandant américain a été accueillie par une rafale d'armes automatiques. Le premier assaut américain a échoué sous un tir nourri des assiégés, laissant 4 soldats américains sur le tapis, dont trois décéderont des suites de leurs blessures.

Anderson ordonna alors à ses hommes d'arroser la demeure à l'aide de mitrailleuses de calibre de 50 mm. Oudaï et Qoussaï ont néanmoins persisté à combattre.

Leur refuge fit alors l'objet d'un tir croisé : un tir de missile lancé depuis un hélicoptère, doublé d'une attaque à la grenade de calibre de 40 mm, lancée par des soldats au sol.

Puis, le colonel Andersen ordonna finalement le pilonnage du refuge par une salve de 12 missiles TOW.

Le BGM-71 TOW (en anglais : Tube-launched, Optically-tracked, Wire-guided) est un missile antichar filoguidé conçu aux États-Unis et entré en service dans la décennie 1970. Il a été remplacé ensuite par le TOW 2 plus puissant (+2 kg de charge explosive).

Le bilan de la bataille

Au terme d'une bataille de 4 heures, le bilan s'établissait comme suit :

Les 4 réfugiés : Oudaï, Qoussaï, Moustapha et le Général Abdel Samad Haddouchi ont été tués, de même que 3 soldats américains et un Irakien. Parmi les blessés, on dénombrait un soldat américain et 5 blessés irakiens.

À la fin de l'assaut, la maison a été isolée par un réseau de fils de fer barbelés et placée sous la garde de 50 soldats américains.

Manifestation de soutien pro-Saddam

Le lendemain de l'assaut, 200 irakiens se sont massés devant le refuge clamant le soutien à l'ancien président irakien : «*Par notre âme, Par notre sang, nous nous sacrifierons pour toi Saddam*».

La tension était vive entre les gardiens américains du refuge et la population irakienne. Un interprète irakien s'est alors adressé à la foule en langue arabe en ces termes : «*Habitants de Mossoul, quittez ces lieux sinon nous procéderons à votre arrestation. Nous avons tué Oudaï et Qoussaï. Nous allons procéder au nettoyage de la zone. Quiconque demeurera sur les lieux sera considéré comme un partisan d'Oudaï et de Qoussaï*».

Oudaï et Qoussaï ainsi que Moustapha ont été enterrés au village d'Al Aujah, à 8 miles au sud de Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein, lequel y sera aussi enterré à sa pendaison, à leurs côtés, avant que les 4 dépouilles ne soient transférées vers un lieu inconnu.

En 2012, soit près de dix ans après cette bataille, le New York Times a qualifié Moustapha comme étant le plus illustre jeune du XXe siècle en raison de sa bravoure, du courage qu'il a déployé dans son combat lors de l'assaut américain contre son refuge.

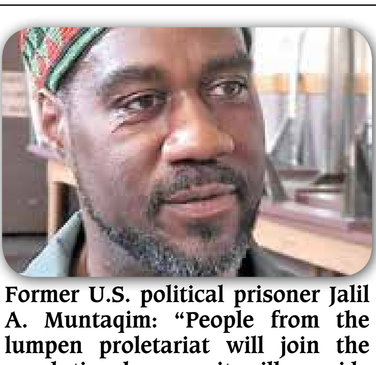
Madanïya 10 Juillet 2024

The disconnect has led to their growing marginalization. Their haughty condescension is what is preventing them from dialogue with Jimmy Chérizier, causing them instead to pronounce judgement on him, while they remain silent about the Transitional Presidential Council's illegitimacy. Their elitist contempt for the lumpen proletariat is rooted both in their class character, and for many of them, a dogmatic adherence to the orthodox Marxist position that it is the working class that is the primary agent of revolutionary transformation.

It is no wonder that the recently formed transitional council was sworn in at a secret ceremony in Ayiti in April this year. The line-up, selected of course by the imperialists, and rubber-stamped by CARICOM, is depressing evidence of the progressive forces' weakness in Ayiti and the wider Caribbean.

The voting members of the transitional council, pictured above, are Central Bank Governor Fritz Alphonse Jean, former Ambassador to the Dominican Republic, Smith Augustin; Barrister, Emmanuel Vertilaire; former Senate President, Edgard Leblanc; ex-Senator, Louis Gerald Gilles; Businessman, Laurent Saint-Cyr and former diplomat, Leslie Voltaire.

The non-voting observers are evangelical pastor Frinel Joseph and Régine Abraham, who once worked for the World Bank and the country's Environment Ministry. Missing are those who risked their lives to liberate Ayiti from the former unelected Prime Minister Ariel Henry, that is, Chérizier and his FRG9 Family and Allies, which has allied with their former foes in the G-Pèp alliance to form a larger armed group coalition called the *Viv Ansanm* (Live Together). Henry was selected and imposed on Ayiti by the U.S., France, Canada, Germany, Spain and Brazil, members of the so-called Core Group, the same group that selected the Transitional Council.



Former U.S. political prisoner Jalil A. Muntaqim: "People from the lumpen proletariat will join the revolution because it will provide hope for their future, offering life some meaning and purpose."

We see you

To Jimmy Chérizier and his freedom fighters we say, we see you, we know what you are up against. We ourselves have experienced the reality of the criminalization of people who have fought their way up, become conscious and sought to channel their energy into the fight for economic justice and national self-determination. We have experienced the wrath of Black faces in high places, who, like William Ruto and so many CARICOM leaders, operate as the Black face of White supremacy. They are nothing more than governors and overseers on neo-plantations, masquerading as independent nation-states. The only country that has been able to systematically dismantle the neo-plantation arrangement at the structural level in the contemporary Caribbean is Cuba.

We take sustenance from the fact that a new day is coming. There is no one alive who can't smell change in the air. Confronted with what is a global resistance, galvanized by U.S., EU, and Israeli genocide in Gaza, the imperialists are in panic mode. They are scrambling as they find themselves in free fall. They are losing influence and control of global affairs faster than they ever thought possible. And of course, being the ignorant and arrogant fools that they are, they are making one blunder after another. Watching the recently televised U.S. presidential debate was surreal. Here were two decrepit old White men, one definitely demented, arguing with each other and competing to decide humanity's fate. Empires always collapse from within, and it is no different for the U.S. Empire. The rot truly sets in when the Empire's own citizens no longer believe its lies. At this stage, the Empire's naked fascism is obvious to all. We see it everywhere in American society as the bogus liberal-democratic mask is ripped away. The whole world watched the brutal repression unleashed by the State against its own citizens, on campuses throughout the U.S..

There is no turning back

The demise of the Empire and its surrogates is inevitable. As they move from one crisis to another, from war to war, with no coherent vision for the future, and a past that has caught up with them, a global power shift is in full swing. Saudi Arabia, a full member of BRICS, will not renew its petrodollar agreement with the U.S., countries throughout Africa are pulling their gold reserves out of the U.S.. Truth be told, the U.S. is insolvent. Its federal debt stands at $34.73 trillion and grows by $1 trillion every 100 days. Their permanent-war economy is fast becoming unsustainable. Che Guevara's imagined scenario, "create two, three, many Vietnams" to undermine U.S. hegemony has been activated.

2023 and 2024 will be recorded in history as the years when numerous "axes of resistance" launched extraordinary campaigns against the Empire and its surrogates, from the African Sahel to Palestine, from Yemen to Lebanon, from Iran to Syria to Iraq, from Ayiti to New Caledonia, and most recently Kenya and beyond. Victory is inevitable.

Gerald A. Perreira is a theologian, educator, and political activist. He is chairperson of Organization for the Victory of the People (OVP) based in Guyana www.ovpguyana.org *and is an executive member of the Caribbean Pan-African Network (CPAN). He lived in the Libyan Jamahiriya for many years and was a founding member of the World Mathaba. He can be reached at* mojadi94@gmail.com

75ème sommet de l'OTAN, rien à célébrer



Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, lors de la présentation du sommet commémorant les 75 ans de l'Alliance atlantique. © (Photo AFP)

Par Higinio Polo, Willy Meyer

Lorsque l'URSS a disparu, l'OTAN ne s'est pas dissoute, s'arrogeant ce qu'elle dissimulait depuis sa fondation : la défense et l'imposition du capitalisme, aujourd'hui aussi du néolibéralisme.

Cela fait 75 ans que l'Alliance atlantique a été fondée, une alliance militaire théoriquement créée pour « *contenir le communisme* », l'Union soviétique, mais lorsque l'Union soviétique a disparu en 1990, et avec elle le traité de Varsovie (la réponse militaire de l'URSS à l'OTAN, créée en 1955), l'OTAN ne s'est pas dissoute, s'arrogeant ce qu'elle avait caché depuis sa fondation : la défense et l'imposition du capitalisme, aujourd'hui également le néolibéralisme. Et tout cela, sous la direction des États-Unis, paradis du modèle de l'État libéral, aujourd'hui coincés entre un aspirant président condamné pour coup d'État et un autre candidat sénile, responsable de l'utilisation des munitions employées par l'armée israélienne pour perpétrer le génocide du peuple palestinien et de la soi-disant «*solution militaire*» pour résoudre la guerre en Ukraine.

La propagande atlantiste a fait croire qu'il entendait défendre le «monde libre» en s'appuyant sur les dictatures du Portugal, de la Grèce et de l'Espagne. Mais Wall Street, l'élite du capitalisme américain, s'est associée dès le départ et directement aux deux administrations (démocrate et républicaine) pour assumer la responsabilité de la politique étrangère, de la sécurité et de la défense :

- **Robert Lovett**, secrétaire à la défense de Truman (1951-1953), était associé à la banque Brow Brothers Harriman & Co depuis 1926.
- **John Foster Dulles**, secrétaire d'État d'Eisenhower, 1953-1959, avocat d'affaires chez Sullivan and Cromwell et actionnaire de la United Fruit Company.
- **John McCloy**, deuxième président de la Banque mondiale, 1947-1949, président de la Chase Manhattan Bank, 1953-1960, conseiller des présidents Kennedy, Johnson, Nixon, Carter et Reagan.
- **Averell Harriman**, ambassadeur des États-Unis en URSS, 1943-1946, et au Royaume-Uni, 1941-1943, coordinateur américain du programme de redressement européen (plan Marshall), 1948-1950, fondateur et président de la banque W.A. Harriman & Co, 1920-1931, associé principal de la banque d'investissement Brown Brothers Harriman & Co, 1931-1946.
- **Paul H. Nitze**, secrétaire adjoint à la défense, 1967-1969, secrétaire à la marine, 1963-1967, sous le président Johnson, vice-président de la Dillon Investment Bank.

Malgré les discours et les mensonges de ses dirigeants, qui insistent sur le fait que l'OTAN représente la liberté et la paix, l'organisation militaire occidentale a un passé terroriste qui a conduit à la création du complot Gladio, responsable de nombreux attentats et décès dans les pays européens, de l'Italie à l'Allemagne en passant par la Belgique et le Luxembourg, dans les années où elle organisait la «*stratégie de la tension*» pour limiter la force des partis communistes. L'attentat de Munich du 26 septembre 1980, qui a fait treize morts et plus de deux cents blessés, a été organisé par l'OTAN avec l'aide des services secrets allemands. Gladio était un organisme clandestin de l'Alliance, avec de nombreux groupes terroristes armés, qui, rien qu'en Italie (où le parti communiste est le plus fort d'Europe occidentale), a fait près de cinq cents morts. C'est un général allemand, Leopold Chalupa, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe centrale, qui a ordonné les attaques, en coordination avec Washington. C'était la «*stratégie de la tension*», car la fonction de l'OTAN n'a jamais été de garantir la paix, mais de contenir les communistes et la gauche, de soutenir le capitalisme et de maintenir l'hégémonie américaine en Europe et dans le monde.

Avant la dissolution de l'URSS, le président Gorbatchev, le 7 décembre 1988, s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies en ces termes : La force et la menace de son utilisation ne peuvent et ne doivent plus servir d'instrument de politique étrangère. Cela s'applique en premier lieu aux armes nucléaires. Mais il ne s'agit pas seulement de ces armes-là. Tous les États, et surtout les plus forts, doivent savoir s'autolimiter et exclure totalement l'emploi de la force vis-à-vis des autres... Le concept de sécurité internationale globale repose sur les principes de la Charte des Nations Unies et sur la reconnaissance du droit international en tant que référence contraignante pour les États. Prônant la démilitarisation des relations internationales, nous voulons que les méthodes politiques et juridiques priment dans la résolution des problèmes qui se posent. Notre idéal est une communauté d'États de droit, qui place également l'État de droit au premier plan de sa politique étrangère.

Le 9 mars 1989 se tient la Conférence sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, grand succès pour le discours de Gorbatchev, et le 6 juillet 1989, devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg, Gorbatchev propose de construire une maison commune européenne, avec une nouvelle proposition de désarmement en commençant par les armes nucléaires à courte portée. Selon lui, le désarmement doit être la base de la construction de cette maison commune, écologiquement propre, où les droits de l'homme seront respectés et où la coopération économique, scientifique et culturelle sera renforcée. Pour Gorbatchev, l'objectif du dialogue Est-Ouest est «*l'élimination totale des armes nucléaires*», en proposant une réunion d'experts américains, français, britanniques et soviétiques (curieusement, il n'a pas mentionné la Chine).

La réponse des États-Unis et de l'OTAN a été de l'accuser d'être un «pacifiste», et ils ont ignoré ce qui aurait pu être une opportunité pour la paix dans le monde et plus particulièrement en Europe. L'OTAN, qui n'a plus l'URSS comme adversaire, commence ses interventions militaires contraires au droit international :

- 1990, attaque contre la Yougoslavie, qualifiée par l'actuel président de l'Assemblée générale de l'ONU, l'Uruguayen Opertti, de «*coup d'État mondial*».
- L'invasion de l'Afghanistan en 2001, théorisée dans le cadre de la doctrine d'agression positive de l'administration Bush, qui s'estime autorisée à envahir un pays abritant des organisations terroristes, en l'occurrence les Talibans. Une guerre et une invasion vaines, comme en témoigne le retrait des forces d'occupation en 2021, laissant derrière elles un pays décimé, appauvri et davantage talibanisé.
- 2003, l'invasion et la guerre en Irak, qualifiée de «guerre illégale» par le secrétaire général des Nations unies de l'époque, Kofi Annan.
- 2011 :frappe aérienne sur la Libye progressiste de Kadhafi, contribuant à la dévastation de l'État le plus avancé d'Afrique, alors classé au 49e rang de l'indice de développement humain. Aujourd'hui, la Libye est un État brisé et déstabilisé.

Et maintenant, le 75ème sommet de l'OTAN à Washington a l'intention, sous la direction du gouvernement américain, de concentrer ses objectifs sur le soutien d'une «*solution militaire*» à la guerre en Ukraine, une voie qui ne résoudra jamais le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine (en réalité une guerre de l'OTAN contre la Russie), mais qui est une source extraordinaire d'affaires pour l'industrie de l'armement américaine et européenne.

Pendant ce temps, les élites européennes, au lieu d'être le fer de lance d'une offre de paix, comme celle négociée à Istanbul par le président Erdogan en 2022, à laquelle le Premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, a opposé son veto (il a déclaré que l'Europe n'était pas prête pour un tel accord de paix), se « *préparent à la guerre* » en remilitarisant l'Union européenne et en appelant à une augmentation significative des dépenses d'armement.

Ce 75ème sommet de l'OTAN n'a rien à célébrer, c'est une organisation militaire qui est devenue un véritable obstacle à la paix et au désarmement. L'insécurité humaine, c'est-à-dire le manque de nourriture, d'eau potable, de médicaments, d'écoles, de travail décent, l'urgence climatique, les inégalités, les armes de destruction massive, exigent une Sécurité partagée, démilitarisée et humaine.

La paix, la liberté et l'urgence du désarmement nucléaire dans le monde n'ont pas besoin de l'OTAN qui, lors de ce 75ème sommet, certifiera l'échec de la sécurité atlantique, coresponsable par omission du génocide contre le peuple palestinien.

Higinio Polo est titulaire d'une licence en géographie et en histoire et d'un doctorat en histoire contemporaine de l'université de Barcelone. Spécialisé dans l'Europe de l'Est, il a publié de nombreux ouvrages et essais sur des questions politiques, sociales et culturelles. Il contribue régulièrement à des médias tels que le magazine El Viejo Topo, le journal Mundo Obrero et d'autres, tant conventionnels que numériques.

Willy Enrique Meyer Pleite, né le 19 août 1952 à Madrid, est un homme politique espagnol, membre de la Gauche unie.

Mundo Obrero
9 Juillet 2024
Traduction Bernard Tornare
11 Juillet 2024

Maison Blanche : Y a-t-il un pilote dans l'avion ?



La Maison Blanche des Etats-Unis d'Amérique




Trump face à Biden : un débat catastrophique pour le parti démocrate à quelques mois des élections présidentielles en novembre prochain. Photo AP-Sipa

Par Seymour Hersh

Les lecteurs de cette rubrique savent que la dérive du président Joe Biden vers le vide se poursuit depuis des mois, alors que lui et ses collaborateurs en politique étrangère préconisent un cessez-le-feu qui n'aura pas lieu à Gaza tout en continuant à fournir les armes qui rendent un cessez-le-feu moins probable. On observe un paradoxe similaire en Ukraine, où M. Biden finance une guerre qui ne peut être gagnée et refuse de participer aux négociations qui pourraient mettre fin au massacre. La réalité derrière tout cela, comme on me le dit depuis des mois, c'est que le président n'est tout simplement plus capable de comprendre les contradictions des politiques que lui et ses conseillers en politique étrangère ont mises en œuvre.

L'Amérique ne devrait pas avoir un président qui ne sait pas ce qu'il a signé. Les personnes au pouvoir doivent être responsables de ce qu'elles font, et la nuit dernière a montré à l'Amérique et au monde que nous avons un président qui n'est clairement pas dans cette position aujourd'hui.

La véritable honte n'est pas seulement celle de Biden, mais celle des hommes et des femmes qui l'entourent et qui l'ont tenu de plus en plus à l'écart. Il est captif, et il a rapidement diminué au cours des six derniers mois. Cela fait des mois que j'entends parler de l'isolement croissant du président, de la part de ses anciens amis du Sénat, qui constatent qu'il ne répond pas à leurs appels. Un autre vieil ami de la famille, dont l'aide a été sollicitée par M. Biden sur des questions clés depuis l'époque où il était vice-président, m'a fait part d'un appel plaintif du président il y a plusieurs mois. M. Biden lui a dit que la Maison-Blanche était en plein chaos et qu'il avait besoin de l'aide de son ami. L'ami m'a dit qu'il avait refusé, puis m'a dit, en riant : « Je préférerais subir une extraction de dent tous les jours plutôt que d'aller travailler à la Maison Blanche. » Un collègue sénateur à la retraite depuis longtemps a été invité par Biden à le rejoindre lors d'un voyage à l'étranger, et tous deux ont joué aux cartes et partagé un verre ou deux sur le vol Air Force One en partance.

Le sénateur s'est vu interdire par le personnel de M. Biden de prendre le vol de retour.

On m'a dit que l'isolement croissant du président sur les questions de politique étrangère était en partie le fait de Tom Donilon, dont le frère cadet, Michael, un sondeur et conseiller clé dans la campagne présidentielle de M. Biden en 2020 et dans l'effort de réélection actuel, faisait partie de l'équipe qui a passé une grande partie de la semaine à informer M. Biden en vue du débat d'hier soir.

Tom Donilon, âgé de 69 ans, a été conseiller du président Biden en matière de sécurité nationale de 2010 à 2013 et a tenté en vain d'être nommé directeur de l'Agence centrale de renseignement par M. Biden. Il reste un initié.

Compte tenu du déclin évident de M. Biden au cours des derniers mois, il est impossible pour un observateur extérieur de comprendre pourquoi la Maison-Blanche a accepté un débat avec Donald Trump avant l'élection, et encore moins pourquoi elle s'est engagée à organiser le premier débat présidentiel, le premier de deux, de l'histoire moderne ? On m'a dit que si M. Biden se comportait bien, comme il l'avait fait lors de son discours sur l'état de l'Union en mars, la question de ses capacités mentales serait mise sur la table. Une piètre performance donnerait à la campagne de Biden le temps de mieux préparer le deuxième débat prévu. Les principaux collecteurs de fonds démocrates, dont beaucoup se trouvent à New York, ont également exercé des pressions pour que la campagne fasse quelque chose pour contrer la perception de la déficience croissante évidente du président, telle qu'elle a été rapportée et filmée par les principaux médias.

J'ai appris qu'au moins un dirigeant étranger, après une réunion à huis clos avec M. Biden, a confié à ses proches que le déclin du président était si visible qu'il était difficile de comprendre comment, comme on me l'a dit, « il pourrait supporter les rigueurs » d'une campagne de réélection. »

Ces avertissements ont été ignorés. Qu'en est-il aujourd'hui ? L'un des experts politiques de Washington m'a dit aujourd'hui que le parti démocrate était confronté à une « crise de la sécurité nationale« . La nation soutient deux guerres dévastatrices avec un président qui n'est manifestement pas à la hauteur, a-t-il déclaré, et il serait peut-être temps de commencer à rédiger un discours de démission qui égalerait ou surpasserait celui prononcé en mars 1968 par le président Lyndon Johnson après sa victoire étriquée sur le sénateur Eugene McCarthy dans les primaires du New Hampshire. *« Ils sont pris au piège »*, a-t-il déclaré à propos des principaux conseillers de la Maison-Blanche qui espéraient que Biden se débrouillerait suffisamment bien dans les débats d'hier soir pour continuer, avec le soutien indispensable des soutiens financiers les plus sceptiques de New York City. Tous ceux à qui j'ai parlé aujourd'hui n'étaient pas d'accord pour dire qu'il était temps de forcer Biden à démissionner et d'espérer le meilleur lors de la Convention nationale du parti démocrate à Chicago en août, de se débarrasser du ticket et de chercher de nouveaux candidats. « Mon humble opinion« , m'a dit un collaborateur de longue date du parti démocrate, « est qu'il faut laisser la poussière retomber. Il faut examiner les options réalistes avant qu'une réaction rapide ne crée une scission interne du parti démocrate avec des conséquences profondes au-delà de 2024. Acceptez la réalité… 2024 est probablement irrécupérable à ce stade. La pente à gravir est trop raide. Planifiez et exécutez un plan à long terme pour contrer M. Orange et construire une plate-forme modérée pour la reprise … et laissez Biden s'éloigner dans les landes de pins du Jersey« .

Un autre gourou politique a exprimé un point de vue différent. *« Nous sommes à l'ère des médias sociaux – TikTok, Facebook, Instagram et X – et une campagne politique peut aller très loin, très vite. »*

Quoi qu'il en soit, nous avons un président – maintenant entièrement dévoilé – qui pourrait bien ne pas être responsable de ce qu'il fera au cours de la prochaine campagne, sans parler de ses actions au Moyen-Orient et en Ukraine.

Qu'est-il advenu du 25e amendement qui autorise le vice-président et une majorité du cabinet à déclarer le président incompétent ? Que se passe-t-il à la Maison Blanche de Biden ?

Afrique Asie 10 juillet 2024

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit du sieur Matias FRANÇOIS, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Matias FRANÇOIS et la dame née Rosiane SIMON aux torts de l'épouse, renvoi les parties par devant l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince pour les suites de droit ; ordonne la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale; compense les frais et dépens de l'instance; commet l'huissier CANAL GABRIEL immatriculé au Greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Albert DARELUS, juge, en audience ordinaire, publique et civile du vingt-trois Juin deux mille vingt-trois, avec l'assistance de Me. MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné……ect…..

En foi de quoi……..ect.. …..

Me Harry Georges

Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur WESLY ST FLEUR d'avec son épouse née ATHALANTE CHARNEL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune d'Aquin, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Patrick Henry de ce siège pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Jean EMMANUEL ZEPHIR, Juge en audience civile et publique de ce jour huit Juin deux mille vingt et un , en présence de Me LITHAN ISAAC , Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude.

Il est ordonné etc .....

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de Valérie PHILOGÈNE d'avec son époux Saint- Armand DORCELIS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononçant la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince section Sud de Transcrire sur les registres destinés à cet effet le dispositif du présent Jugement de divorce dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce Jugement

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, publique et ordinaire en date du deux mars deux mille vingt trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY

Il est ordonné......etc......

En foi de quoi......etc....

Suite de la page (5)

personnes qu'ils prétendent représenter. Cela signifie qu'ils se retrouvent dans une situation vouée à l'échec : ils se battent « pour » le peuple plutôt que « avec » le peuple. Cette déconnexion a conduit à leur marginalisation croissante. C'est leur condescendance hautaine qui les empêche de dialoguer avec Jimmy Chérizier et les pousse à le juger, tout en gardant le silence sur l'illégitimité du conseil de transition. Leur mépris élitiste pour le lumpen prolétariat est enraciné à la fois dans leur caractère de classe et, pour beaucoup d'entre eux, dans une adhésion dogmatique à la position marxiste orthodoxe selon laquelle c'est la classe ouvrière qui est le principal agent de transformation révolutionnaire.

Il n'est pas étonnant que le conseil de transition récemment formé ait prêté serment en Ayiti lors d'une cérémonie secrète en avril de cette année. Cette composition, choisie bien sûr par les impérialistes et approuvée sans discussion par la CARICOM, est une preuve déprimante de la faiblesse des forces progressistes en Ayiti et dans l'ensemble des Caraïbes.

Les membres votants du conseil de transition, illustrés ci-dessus, sont l'ancien gouverneur de la Banque centrale Fritz Alphonse Jean, l'ancien ambassadeur en République dominicaine, Smith Augustin ; Me Emmanuel Vertilaire, avocat ; l'ancien président du Sénat, Edgard Leblanc; l'ancien sénateur Louis Gérald Gilles; Homme d'affaires Laurent Saint-Cyr et l'ancien ministre l'architecte Leslie Voltaire.

Les observateurs sans droit de vote sont le pasteur évangélique Frinel Joseph et Regine Abraham, qui ont autrefois travaillé pour la Banque mondiale et le ministère de l'Environnement du pays. Il manque ceux qui ont risqué leur vie pour libérer Ayiti du non-élu Ariel Henry, c'est-à-dire Chérizier et sa famille G9. Henry a été sélectionné et imposé à Ayiti par les États-Unis, la France, le Canada, l'Allemagne, l'Espagne et le Brésil, membres du soi-disant Core Group, le même groupe qui a sélectionné le Conseil de transition.

Nous vous voyons

A Jimmy Chérizier et à ses combattants de la liberté on dit, on vous voit, on sait à quoi vous faites face. Nous avons nous-mêmes vécu la réalité de la criminalisation de personnes qui ont lutté pour gravir les échelons,

suite à la page(18)

Suite de la page (8)

l'information selon laquelle, ça y est, Haïti est désormais liée avec son cousin africain, le Kenya, par un accord d'entraide et de réciprocité.

Document tant attendu par les autorités de la Transition afin de faciliter l'arrivée de la force multinationale en Haïti. *« La signature de ce Mémorandum d'entente, à 5h15 a.m, heure d'Haïti, entre les deux Républiques, lance de fait le déploiement de l'aide internationale. Cette signature constitue un pas décisif qui répond à une exigence contenue dans la décision de la Haute cour du Kenya. Il lève également le dernier obstacle juridique pour la prise en charge par le Kenya du leadership pour le déploiement de la Mission Multinationale de Support à la Sécurité autorisée par la Résolution 2699 du Conseil de Sécurité. Ce Mémorandum d'entente couvre plusieurs champs de collaboration, parmi lesquels la lutte contre les crimes organisés, les enquêtes criminelles générales, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme radical, la gestion de la sûreté frontalière, la protection des infrastructures stratégiques, la gestion des désastres, la lutte contre le kidnapping »* annonçait le gouvernement haïtien à travers ce communiqué. Mais, après l'euphorie, l'on revenait à la réalité politique et les aléas diplomatiques dans le dossier.

Ce sont le ministre de l'Environnement, James P. Cadet, pour la République d'Haïti et le Secrétaire du Cabinet (ministère) de l'Intérieur, Kithure Kindiki, pour la République du Kenya qui, en présence du Premier ministre Ariel Henry et du chef de l'Etat William Ruto, avaient signé le document

Moins d'une semaine plus tard, le Représentant du Kenya à l'ONU, Martin Kimani, avait tout de suite mis un bémol et ramené tout le monde sur terre à commencer par le gouvernement haïtien qui pensait qu'il suffisait d'une signature ou d'un accord d'amitié pour que tout s'arrange et que l'expédition commence. En effet, lors d'une réunion à huit clos sur la crise haïtienne tenue par le Conseil de sécurité le mercredi 6 mars 2024 à l'ONU, le diplomate avait posé la question du financement de la mission et s'interrogeait sur qui fait quoi. Il insistait surtout pour que les bureaux du Secrétaire général Nations-Unies, Antonio Guterres, veillent et pressent les Etats à verser les fonds qu'ils avaient proposés, sinon, disait Martin Kimani, point de déploiement dans l'immédiat. *« Un premier contingent de police d'élite composé de 400 soldats kenyans est prêt à partir pour Haïti, cependant son déploiement dépend de la logistique américaine et des ressources attendues par les autorités kenyanes. Le déploiement et le succès de la mission dépendent des ressources nécessaires, y compris le financement, l'équipement et la logistique.*

La situation en Haïti s'est détériorée de manière alarmante, passant de l'état d'urgence au bord d'un effondrement catastrophique (…) Nos pires craintes se réalisent. Mais cela ne fait que nous rendre plus déterminés à aider Haïti et son peuple » avançait l'ambassadeur kenyan auprès de l'ONU, le mercredi 6 mars 2024. Entre-temps, les choses pour le Premier ministre Ariel Henry qui n'a pas encore démissionné officiellement ne s'arrangent point. Pourtant, il y croyait encore. Nous sommes dans la semaine du 8 mars 2024. Il envoie même un message pour les femmes haïtiennes à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme. Le chef de la Transition se baladait de pays en pays, du Kenya il s'était retrouvé aux Etats-Unis d'où il devait s'envoler pour Haïti. Mais voilà, tous les aéroports du pays sont hermétiquement fermés. Alors, il tentait sa chance en affrétant un aéronef à New-Jersey et peut-être par chance il s'imaginait atterrir en République dominicaine avec l'espoir de pouvoir traverser la frontière à pied ou en voiture soit par Malpasse soit par Ouanaminthe. Mais, tombé entretemps en disgrâce auprès de ses tuteurs américains, Washington ordonnait au Président Luis Abinadair de lui fermer son espace aérien ce qui le contraint de faire demi-tour et d'aller atterrir à San Juan, Porto Rico.

De cet exil forcé, Ariel Henry était quasiment prisonnier des américains qui l'enfermaient dans une base militaire loin de la capitale San Juan. Sous pression, il finit par officiellement démissionner de la tête du gouvernement et de la Transition le dimanche 11 mars 2024, soit deux jours après que Antony Blinken, le Secrétaire d'État américain, avait dit qu'il n'avait pas d'autre alternative. Une démission pourtant qui va très vite avoir des conséquences négatives sur le processus du déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti dans la mesure où le gouvernement kenyan venait à poser d'autres conditions pour que ses policiers ou militaires débarquent en Haïti.

Le lendemain de l'annonce officielle de la démission du Premier ministre, en effet, soit le 12 mars 2024, les autorités kényanes avaient réagi sur le dossier. C'est le journal américain *The New-York Times* qui avait rapporté les propos du porte-parole du ministère kenyan des Affaires Etrangères, Salim Swaleh, suite à un entretien à ce quotidien « Le déploiement de 1 000 policiers kényans en Haïti pour aider à réprimer les troubles alimentés par les gangs est suspendu jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit formé dans le pays des Caraïbes. On ne peut pas déployer la police dans les rues de Port-au-Prince sans une administration en place. L'accord qu'ils ont signé avec le Président tient toujours, même si le déploiement n'aura pas lieu maintenant car nous aurons certainement besoin d'un gouvernement en place pour collaborer également » faisait savoir le porte-parole de la diplomatie du Kenya. (**A suivre)**

C.C

Suite de la page (7)

troupes en Haïti, pour gagner la sympathie de l'impérialisme nord-américain et réduire la pression interne. L'administration Biden a soutenu la décision et a fait pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il approuve non seulement le déploiement de troupes kenyanes et autres, mais également qu'il désigne le Kenya pour assumer la direction de cette force multinationale. La résolution approuvée en septembre de l'année dernière « *était en partie l'œuvre des États-Unis, qui l'ont rédigée en collaboration avec l'Équateur* » [4].

« Les 1,000 Kenyans attendus pour intervenir en Haïti seront sélectionnés parmi les forces de police spécialisées, telles que l'Unité de Déploiement Rapide, l'Unité de Patrouille Frontalière et l'Unité de Service Général.), une branche paramilitaire généralement appelée à réprimer divers conflits internes » [5].

Un avenir sombre attend les masses haïtiennes. Le New York Times a décrit ainsi la police kenyane : *« Force excessive. Exécutions extrajudiciaires. Une longue histoire de brutalité et d'impunité »* [6].

Outre les forces kenyanes, « *selon le Conseil de sécurité de l'ONU, les forces kenyanes seront rejointes par des forces de pays comme les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade, le Bénin, le Tchad et la Jamaïque, pour un total de 2 500 policiers qui seront déployé par phases, soit un coût annuel d'environ 600 millions de dollars » [7].*

L'opposition bourgeoise à William Ruto a montré toute son hypocrisie face à l'envoi de troupes en Haïti et au meurtre de militants lors de la dernière vague de mobilisations. La principale coalition d'opposition, Azimio, dirigée par le vétéran Raila Odinga, a accusé le gouvernement de *« recourir à la force brutale »* contre les manifestants et a exhorté la police à *« cesser de tirer sur des enfants innocents, pacifiques et non armés »* [8].

Dénoncer cette violation de la souveraineté du peuple haïtien

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé l'envoi de troupes en Haïti sans que cela soit discuté avec la population. En même temps, les organisations d'État bourgeoises n'ont pas de gouvernement légitime qui puisse les autoriser. Depuis l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse, le pays est gouverné par un Premier ministre fantoche, avec des mandats de parlementaires expirés et un système judiciaire complètement corrompu. Le Premier Ministre gouverne par décrets, il n'y a pas de Parlement, il n'y a pas de dirigeants élus en République d'Haïti ; L'envoi de troupes constitue donc une attaque contre la souveraineté du pays.



Deuxième déploiement le mardi 16 juillet 2024 de troupes kényanes en Haïti

Dénoncer le gouvernement Ruto pour avoir tué son peuple et exporté la violence

Le gouvernement Ruto est responsable d'une force de police qui utilise des méthodes d'extermination lors des manifestations. L'année dernière, neuf personnes ont été assassinées lors des manifestations de juillet et cette année, 25 autres. Sans compter les assassinats extrajudiciaires. Le libérateur Simón Bolívar a dit : Maudit soit le soldat qui pointe son arme contre son peuple. Dans le cas du gouvernement kenyan, en plus de tuer son peuple, il essaie de se soumettre à l'impérialisme et d'intervenir dans un pays qui n'a jamais demandé ce type d'aide, et encore moins au Kenya, qui n'a même pas d'ambassade dans le pays des Caraïbes.

Soutenir la lutte des Haïtiens de la diaspora

Des milliers d'Haïtiens font partie de la diaspora en Amérique latine, notamment en Argentine, au Brésil et au Chili. En plus de ceux qui ont émigré vers les États-Unis et l'Europe. Dans tous ces pays, les Haïtiens souffrent de racisme et de xénophobie. Les organisations de la classe ouvrière et de la jeunesse de ces pays hôtes doivent être en première ligne pour soutenir la lutte des Haïtiens de la diaspora et contre leurs gouvernements.

Soutenir et promouvoir la construction d'organisations haïtiennes indépendantes de lutte contre l'impérialisme et ses agents

Il faut aider les Haïtiens à construire un programme anti-impérialiste et anticapitaliste. Et, sur la base de ce programme, construire une organisation avec ce profil, unissant travailleurs et étudiants vers la construction d'une organisation indépendante, en direction du socialisme. Assez de capitalisme. Le capitalisme tue. Mort au capitalisme!

Tout le soutien et la solidarité au peuple kenyan contre le gouvernement Ruto !

Dehors William Ruto, agent du FMI, de la Banque mondiale et du Conseil de sécurité de l'ONU !

Militant actif contre l'occupation d'Haïti par des troupes étrangères au service de l'impérialisme nord-américain !

Pour un gouvernement de travailleurs haïtiens !

Notes :

[1] Kenya : rébellion anticoloniale des Mau Mau, génocide et premières réparations – https://litci.org/es/kenia-rebelion-anticolonial-los-mau-mau-genocidio-primeras-reparaciones/

[2] Kenya : trois semaines de mobilisations contre le gouvernement nouvellement élu – https://litci.org/es/kenia-tres-semanas-de-mobilaciones-contra-el-gobierno-recien-elegido/

[3] Affaire Ruto et Sang : la Chambre de première instance V(A) de la CPI met fin à l'affaire sans préjudice de nouvelles poursuites à l'avenir – https://www.icc-cpi.int/news/ruto-and-sang-case-icc- la-chambre-de-procès-va-met fin-à-l'affaire-sans-préjugé-nouvelle-poursuite

[4] Déploiement de la police kenyane en Haïti : « une aventure mal préparée » ? https://www.jeuneafrique.com/1491787/politique/deploiement-de-policiers-kenyans-en-haiti-une-aventure-mal-preparee/

[5] idem

[6] La police kenyane, une force au passé sanglant, affronte les manifestants chez elle et les gangs en Haïti – The New York Times, 25 juin 2024

[7] Les Haïtiens réagissent à l'attente d'un rival des forces de police du Kenya – https://www.africanews.com/2024/06/25/haitians-react-to-expected-arrival-of-police-force-from-kenya/

[8] Kenya : William Ruto retire le projet de budget conteste – https://www.jeuneafrique.com/1581773/politique/kenya-william-ruto-retire-le-projet-de-budget-conteste/

Rébelion 11 Juillet 2024

Erdogan : Lors du sommet de l'OTAN, ils n'ont parlé que du conflit en Ukraine, mais ont évité de discuter des actions de l'armée israélienne à Gaza



Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'exprime lors d'une conférence de presse en marge du sommet du 75e anniversaire de l'OTAN à Washington, le 11 juillet 2024.

Par Top War

Le président turc, qui a participé au sommet anniversaire de l'OTAN, a critiqué l'administration américaine pour son approche des conflits armés en Ukraine et en Palestine. Selon Recep Erdogan, lors du sommet de l'OTAN, ils n'ont parlé que du conflit en Ukraine et de la manière d'affronter la Russie et la Chine.

«Cependant, il n'y a eu aucune discussion substantielle sur ce qui se passe à Gaza, où l'armée israélienne commet actuellement des atrocités».

Selon Recep Tayyip Erdogan, cela suggère que l'administration américaine est en réalité complice de crimes de guerre contre les habitants de Gaza. *«Et d'autres membres de l'OTAN, ceux qui ferment les yeux sur tout cela, sont également complices»*.

«Ils sont eux-mêmes à l'origine du conflit en Ukraine et ne veulent plus discuter des questions menant à sa résolution. Je discute des questions les plus complexes avec Vladimir Poutine, nous approfondissons les nuances pour essayer de résoudre le problème».

Selon Erdogan, l'OTAN ne devrait pas se permettre d'ignorer l'opinion d'Ankara. Le président turc a ajouté que la Turquie s'oppose à une confrontation avec la Russie et la Chine, car une telle confrontation de la part de l'OTAN conduit à la Troisième Guerre mondiale.

Rappelons qu'auparavant, les dirigeants de pays du bloc de l'Atlantique Nord, comme la Hongrie et la Slovaquie, avaient également évoqué le caractère nocif d'une confrontation avec la Russie.

Réseau International
13 Juillet 2024

L'attentat contre Trump ressemble à un coup monté par des professionnels

Par Stephen Bryen*

Les services secrets et le FBI devraient aider le public américain en révélant tout ce qu'ils savent et tout ce qu'ils apprennent en toute transparence.



Tentative d'assassinat de l'ancien président Donald Trump.

Nous attendons de nouvelles informations sur la tentative d'assassinat de l'ancien président Donald Trump. Il s'exprimait à Butler, en Pennsylvanie, lors d'un meeting de campagne, lorsque des coups de feu ont retenti.

L'un des premiers coups de feu a atteint Donald Trump à l'oreille gauche ou autour de l'oreille gauche. Son visage est ensanglanté. Immédiatement après avoir été touché, il s'est baissé, ce qui lui a probablement sauvé la vie.

Les informations diffusées jusqu'à présent (qui peuvent être exactes ou non) indiquent qu'il y a eu deux tireurs. L'un d'eux serait décédé et l'autre se trouverait dans un état critique. Les informations indiquent que les services secrets américains les ont liquidés.

Nous ne savons rien des tireurs, s'il y en avait effectivement deux. Cela n'est pas encore certain. Mais d'après l'aspect et le ressenti de l'attaque, il semble s'agir d'une tentative d'assassinat hautement professionnelle. Tirer à la tête est la marque d'un tireur professionnel.

Cela nous rappelle l'horrible assassinat du président John F. Kennedy à Dallas le 22 novembre 1963. Malgré une dissimulation massive, Kennedy a été abattu d'une balle dans la tête, très probablement depuis le Grassy Knoll ou près de la chaussée où passait sa voiture.

Le tir a été effectué à l'avant de la tête, comme le montre clairement la vidéo de l'attaque. Les rapports indiquent que le ou les tireurs de Trump ont opéré à distance, ce qui signifie qu'ils avaient probablement des fusils à longue portée avec des lunettes de visée.

J'ai regardé les vidéos de la fusillade et on peut clairement entendre les coups de feu, mais le son est loin de la tribune où se tenait Trump. Nous ne disposons d'aucune information réelle sur la sécurité du rassemblement ou sur le degré de protection du périmètre (si tant est qu'il ait été protégé).

Tous les rapports récents indiquent que Trump est susceptible de remporter l'élection. Cela a-t-il un lien avec la tentative de meurtre ? Je pense que oui.

Le Secret Service et le Federal Bureau of Investigation peuvent aider le peuple américain en disant tout ce qu'ils savent et tout ce qu'ils apprennent, en toute transparence. Je ne suis pas certain que cela se produira.

Il semblerait que l'un des deux tireurs présumés soit en vie, mais dans un état critique. Il reste à voir si c'est vrai. D'autres affirment qu'une personne dans la foule a été tuée, peut-être une deuxième victime.

Une observation : il n'y avait pas d'ambulance ou de médecin sur les lieux, car Trump a été emmené dans un véhicule blindé. Restez à l'écoute et soyez sceptiques.

*Stephen Bryen est correspondant principal à Asia Times. Il a été directeur du personnel de la sous-commission du Proche-Orient de la commission des affaires étrangères du Sénat américain et sous-secrétaire adjoint à la défense pour la politique.

Weapons and Strategy
Substack 16 juillet 2024
Traduit par Brahim Madaci

Grèce: le peuple descend dans la rue pour réclamer la fermeture des bases de l'OTAN

Des militants se sont rassemblés pour protester contre l'OTAN et les bases militaires de l'Alliance atlantique à Thessalonique en Grèce, exigeant la fin immédiate des conflits en Ukraine et à Gaza ainsi que la fermeture des bases américano-otaniennes dans leur pays.

Des images montrent des manifestants brûlant les drapeaux de l'OTAN et des États-Unis et brandissant des banderoles sur lesquelles on peut lire des slogans tels : *« L'OTAN et l'UE ennemis des peuples »*, *« 75 ans de guerres de l'OTAN »*.

Alors qu'ils étaient rassemblés devant l'ambassade américaine avec des drapeaux palestiniens, ils ont scandé : *« Les bases doivent être fermées »*.

« Nous avons brûlé les symboles de toutes les guerres des dernières décennies, de l'OTAN et de ceux qui soutiennent politiquement ces guerres dont les États-Unis. 75 ans de crimes ne sont pas pardonnés », a déclaré un manifestant lors d'un discours.

Un autre a crié : *« 75 ans de guerre, d'intervention et d'innombrables coups d'État. 75 ans sont tachés du sang de millions de personnes »*.



Des Grecs dans la rue, protestant contre l'OTAN et contre l'impérialisme de l'UE, le 22 avril 2024. (Photo via X)

La manifestation a eu lieu lors du troisième et du dernier jour du sommet de l'OTAN à Washington. Elle a été orchestrée par des organisations socialistes en Grèce, parallèlement à des actions pro-palestiniennes.

Les manifestations anti-OTAN dans les grandes villes grecques surviennent au moment où le ministre de la Défense, Nikos Dendias et le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité, Josep Borrell, visitent le quartier général grec de l'opération navale européenne Aspides à Larissa.

PressTV 13 Juillet 2024

Palestine : Les troupes israéliennes assassinent un garçon de 13 ans en Cisjordanie



Les forces israéliennes ont assassiné mardi un garçon palestinien de 13 ans dans le village de Deir Abu Mashal, en Cisjordanie occupée.

Le mineur a reçu une balle dans le ventre par les forces israéliennes dans la ville de Deir Abu Mashal, située dans le gouvernorat de Ramallah et d'Al-Bireh.

Selon le ministère de la Santé, le défunt, identifié comme Ghassan Gharib Zahran, est décédé des suites de graves blessures qu'il a subies après avoir été abattu par des soldats israéliens.

Des sources locales ont rapporté que les forces sionistes ont tendu une embuscade dans la rue coloniale adjacente au village de Deir Abu Mashal. Les soldats israéliens ont ouvert le feu à balles réelles sur plusieurs enfants qui se trouvaient à proximité, touchant Ghassan.

Le garçon a été emmené dans une clinique médicale du village avant d'être transporté en ambulance au complexe médical palestinien de Ramallah, où il est décédé des suites de ses graves blessures peu de temps après.

En Cisjordanie, près de 530 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre, date à laquelle Israël a lancé une guerre génocidaire à Gaza, et des milliers ont été blessés au cours des campagnes d'arrestation quotidiennes menées par l'armée israélienne.

En outre, les bombardements aveugles et l'offensive terrestre des forces d'occupation contre la bande de Gaza ont fait au moins 38 243 morts palestiniens et plus de 88 033 blessés, tandis que des milliers de victimes non identifiées restent toujours sous les décombres.

HispanTV 10 juillet 2024

Suite de la page (16)

prendre conscience et chercher à canaliser leur énergie dans la lutte pour la justice économique et l'autodétermination nationale. Nous avons subi la colère des visages noirs haut placés, qui, comme William Ruto et tant de dirigeants de la CARICOM, agissent comme le visage noir de la suprématie blanche. Ils ne sont rien d'autre que des gouverneurs et des surveillants de néo-plantations, se faisant passer pour des États-nations indépendants. Le seul pays qui a réussi à démanteler systématiquement le système de néo-plantation au niveau structurel dans les Caraïbes contemporaines est Cuba.

Nous nous nourrissons du fait qu'un nouveau jour arrive. Il n'y a personne vivant qui ne puisse sentir le changement dans l'air. Face à ce qui constitue une résistance mondiale, galvanisée par le génocide américain, européen et israélien à Gaza, les impérialistes sont en mode panique. Ils se bousculent alors qu'ils se retrouvent en chute libre. Ils perdent leur influence et leur contrôle sur les affaires mondiales plus rapidement qu'ils ne l'auraient jamais cru possible. Et bien sûr, étant des imbéciles ignorants et arrogants qu'ils sont, ils commettent une erreur après l'autre. Regarder le débat présidentiel américain récemment télévisé était surréaliste. Il y avait là deux vieillards Blancs décrépits, dont l'un était définitivement dément, se disputant et rivalisant pour décider du sort de l'humanité. Les empires s'effondrent toujours de l'intérieur, et il en va de même pour l'empire américain. La pourriture s'installe véritablement lorsque les propres citoyens de l'Empire ne croient plus à ses mensonges. À ce stade, le fascisme pur et simple de l'Empire est évident pour tous. Nous le voyons partout dans la société américaine alors que le faux masque libéral-démocrate est arraché. Le monde entier a assisté à la répression brutale déclenchée par l'État contre ses propres citoyens, sur les campus des États-Unis.

Il n'y a pas de retour en arrière

La disparition de l'Empire et de ses substituts est inévitable. Alors qu'ils passent d'une crise à l'autre, de guerre en guerre, sans vision cohérente de l'avenir et avec un passé qui les a rattrapés, un changement de pouvoir mondial est en plein essor. L'Arabie saoudite, membre à part entière des BRICS, ne renouvellera pas son accord de pétrodollar avec les États-Unis et des pays d'Afrique retirent leurs réserves d'or des États-Unis. À vrai dire, les États-Unis sont insolvables. Sa dette fédérale s'élève à 34 730 milliards de dollars et augmente de 1 000 milliards de dollars tous les 100 jours. Leur économie de guerre permanente devient rapidement insoutenable. Le scénario imaginé par Che Guevara, « créer deux, trois, plusieurs Vietnams » pour saper l'hégémonie américaine, a été activé.

Les années 2023 et 2024 resteront gravées dans l'histoire comme les années où de nombreux « axes de résistance » ont lancé des campagnes extraordinaires contre l'Empire et ses substituts, du Sahel africain à la Palestine, du Yémen au Liban, de l'Iran à la Syrie en passant par l'Irak, d'Ayiti à La Nouvelle-Calédonie, et plus récemment le Kenya et au-delà. La victoire est inévitable.

*Gerald A. Perreira est théologien, éducateur et activiste politique. Il est président de l'Organisation pour la victoire du peuple (OVP) basée en Guyane www.ovpguyana.org et est membre exécutif du Réseau panafricain des Caraïbes (CPAN). Il a vécu de nombreuses années en Jamahiriya libyenne et a été membre fondateur du World Mathaba. Il peut être contacté à mojadi94@gmail.com

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ANNOUNCEMENTS

GLEN COVE HIGH SCHOOL CLASS OF '79 45th Reunion September 21, 2024 6PM
Contact Barry Feldman for details. (215) 534-7368 verythinguy2@gmail.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTOS WANTED

AAA AUTO BUYERS $Highest$ Ca$h Paid$. All Years/ Conditions! WE VISIT YOU! Or Donate, Tax Deduct + Ca$h. DMV ID#1303199. Call LUKE 516-VAN-CARS. 516-297-2277

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

Miscellaneous

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

Mumia sur « la vie remarquable de Marty Goodman »



Marty Goodman avec sa pancarte : Arrêtez la torture ! Libérez Mumia maintenant !

Par Mumia Abu-Jamal

Il y a des hommes et des femmes remarquables dans le monde qui ont accompli quelque chose d'extraordinaire leur vie dont on se souviendra longtemps d'eux. Et puis il y a des choses assez extraordinaires des gens comme Marty Goodman qui ont fait beaucoup de choses, non pas une seule fois, mais tout au long d'une longue et vie active.

Marty était bien des choses : socialiste révolutionnaire, syndicaliste militant, anti-impérialiste, activiste antiraciste et antisioniste, pour n'en nommer que quelques-uns. Il s'occupait presque quotidiennement des activités de mouvement, allant souvent à deux, trois, voire quatre ou cinq fois par jour : Rallyes, marches, lignes de piquetage, forums publics. Vous le nommez. Marty Goodman était là, souvent accompagné d'un sac de journaux socialistes ou de son bulletin d'information Socialist Action. Il était là, engageant avec le peuple.

Marty Goodman

Ses intérêts étaient vastes et diversifiés, du journal *Haïti Liberté* à l'UNAC (United Anti-War Coalition), de Julian Assange Defense Group, à la Mobilisation pour la Libération Mumia Abu-Jamal. Ouais! Il était également un journaliste passionné et un écrivain de livres, dont son ouvrage de 2020, **L'enfer qu'est Haïti : 200 ans de racisme et d'intervention impérialiste**, **une œuvre d'histoire radicale et un ouvrage d'histoire radicale et de vision.**

Marty a écrit dans ce texte : « *L'histoire de la lutte contre la déportation raciste des Haïtiens, la criminalité américaine et les occupations de l'ONU et la surexploitation de la main-d'œuvre haïtienne durent longtemps. Il suffit de dire, il faut le considérer dans le contexte de 200 ans d'impérialisme américain et de son jumeau maléfique, racisme. Ne fais pas d'erreur. Cet outrage porte les marques de dents indéniables de deux méchants tout aussi voraces l'un que l'autre – les partis démocrate et républicain, les jumeaux représentants du système capitaliste lui-même. Les trois quarts de la population haïtienne vivent avec deux dollars américains, out moins, par jour.* »

Ouah! Mots de combat Réels? Ces mots de Marty Goodman !

L'année dernière, en décembre 2023, Marty a rédigé une critique percutante d'un livre de l'universitaire palestinien Rashid Khalidi intitulé **La guerre de cent ans contre la Palestine**.

La critique de Marty contenait les lignes suivantes : « *J'ai grandi dans un foyer juif de la classe ouvrière du sud de la Floride dans les années 1950 et 1960. Comme d'autres Juifs que je connaissais, j'étais terrifié par ce qui semblait être une mer d'Arabes haineux envers les Juifs menaçant un Israël pauvre et pacifique. Mais en lisant le journaliste emblématique de gauche I.F. Pierre sur Israël, il m'a aidé à me sortir de mon profond sommeil. En approfondissant le bilan sanglant d'Israël, difficile à obtenir à l'époque, j'ai découvert que la propagande sioniste sur laquelle j'avais grandi était de la bêtise.* »

La prose laconique de Marty Goodman, journaliste radical et socialiste révolutionnaire.

Marty Goodman a vécu 74 hivers en Amérique.

Avec Amour sans peur,
C'était Mumia Abu-Jamal!

Ce texte a été enregistré à la radio de la prison.

Socialist Action 13 juin 2024

Entre Monroe et Ayacucho : Déclaration de la Casa de las Américas



Le bâtiment de La Casa de las Américas à la Havane

Un nouveau spectre hante le monde : celui de la montée de l'extrême droite et d'un fascisme que l'on croyait banni des livres d'histoire. Soutenus par les urnes, comme il y a près d'un siècle, ils ne se cachent pas pour montrer leur côté le plus prude. Le côté le plus ouvertement criminel est laissé à Gaza, où le monde assiste une fois de plus à un génocide qui bénéficie, en ce moment même, de la complicité ou de la lâcheté d'une grande partie de l'Occident.

Le cauchemar se répand en Europe, plane sur les États-Unis et atteint l'Amérique latine qui, après avoir subi la présence obscène de Bolsonaro, subit celle de Milei, personnage non moins dangereux pour être grotesque.

Il serait irresponsable de ne pas prendre en compte le fait que l'ultra-droite est passée du bavardage de platitudes à la prise d'initiative sur des questions vitales pour les citoyens. Porte-drapeau d'une «guerre culturelle» entendue comme la lutte contre toute revendication de droits économiques, politiques, sociaux ou culturels, aussi élémentaires soient-ils, ce nouveau fascisme connaît un moment d'expansion qui l'enhardit et l'euphorise.

Au milieu de ce panorama inquiétant, la victoire éclatante de Claudia Sheinbaum aux élections mexicaines est encourageante, une reconnaissance du travail de son prédécesseur et un soutien à la vocation latino-américaniste et à l'engagement en faveur des pauvres que le président élu continuera à porter.

Le 28 juillet, Hugo Chávez, le leader qui a mené la révolution bolivarienne et revendiqué un socialisme pour le XXIe siècle, fêtera ses soixante-dix ans. C'est précisément ce jour-là que le Venezuela organisera des élections générales au cours desquelles s'affronteront non pas une douzaine de candidats, mais essentiellement deux projets de société. Les médias les plus puissants du monde ont déjà choisi le leur. Évidemment, celui de la contre-révolution. Le candidat préféré de l'opposition, et surtout son mentor (la carte préférée de l'Empire), commencent à monopoliser l'espace aussi bien dans les sièges législatifs étrangers que dans la presse et sur les plateformes numériques. Après les tentatives ratées d'assassinat et d'invasion, les émeutes violentes et la terreur, les sanctions et le vol des ressources du pays, et même la farce d'un faux président sans peuple, l'assaut médiatique s'intensifie.

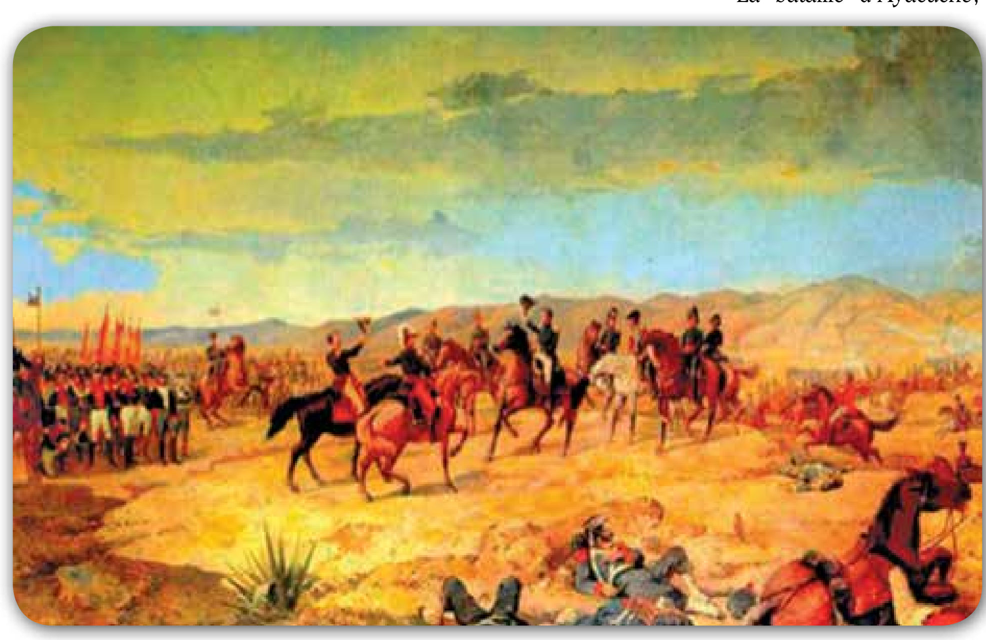


Le 28 juillet, Hugo Chávez, le leader qui a mené la révolution bolivarienne et revendiqué un socialisme pour le XXIe siècle, fêtera ses soixante-dix ans.

La machine à disqualifier est déjà en marche. Un influent journal espagnol, par exemple, n'hésite pas à glisser un soupçon empoisonné : « *l'absence d'observateurs de l'Union européenne laisse les élections sans surveillance solide* ». D'autres médias font déjà circuler de prétendus sondages donnant la victoire à la Plate-forme démocratique unie, comme argument pour ignorer tout résultat négatif et comme contribution au climat de méfiance que l'on veut créer. Personne ne sera surpris d'apprendre qu'au cours des prochaines semaines, la campagne continuera à hausser le ton. Plutôt que de se préparer à gagner, la droite vénézuélienne semble prête à lancer l'accusation de fraude, qui bénéficiera sans aucun doute du soutien immédiat et enthousiaste de plus d'un gouvernement et d'un certain nombre de médias. C'est un scénario que nous connaissons bien.

L'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes a oscillé entre les abus auxquels ses peuples ont été soumis pendant des siècles et les luttes qu'ils ont menées dans le sang et le feu pour leur liberté. Si l'année dernière a été marquée par le bicentenaire de la doctrine Monroe, qui allait représenter l'option impériale, cette année marque la bataille d'Ayacucho, qui a scellé l'indépendance de l'Amérique du Sud. Il ne s'agit pas seulement d'un conflit entre le candidat de la révolution bolivarienne et l'un de ses adversaires. L'assaut des médias hégémoniques ne nous permet pas d'oublier que ce qui est en jeu aujourd'hui au Venezuela est précisément l'une de ces deux alternatives : Monroe ou Ayacucho.

La Casa de las Américas, fidèle depuis 65 ans au projet d'émancipation culturelle de notre Amérique, appelle les intellectuels du monde, et en particulier de la région, à suivre de près les événements dans notre pays frère, les manœuvres de la droite locale et mondiale, et à être attentifs à toute tentative d'usurpation de la décision souveraine du peuple vénézuélien.



La bataille d'Ayacucho, qui eut lieu le 9 décembre 1824 au Pérou, où les forces indépendantistes menées par Simón Bolívar vainquirent définitivement les dernières troupes espagnoles

Ndt :

«Entre Monroe y Ayacucho», ce titre fait référence à deux événements clés qui ont marqué l'indépendance des colonies espagnoles en Amérique :

La doctrine Monroe, énoncée en 1823 par le président américain James Monroe, qui affirmait l'opposition des États-Unis à toute nouvelle colonisation européenne dans les Amériques.

La bataille d'Ayacucho, qui eut lieu le 9 décembre 1824 au Pérou, où les forces indépendantistes menées par Simón Bolívar vainquirent définitivement les dernières troupes espagnoles.

Ainsi, «Entre Monroe y Ayacucho» délimite une période charnière allant de l'affirmation de la doctrine Monroe en 1823 jusqu'à la bataille décisive d'Ayacucho en 1824, qui marqua la fin de la domination coloniale espagnole sur le continent américain.

Casa de las Américas | La Ventana | 11 Juin 2024
Traduction Bernard Tornare
13 Juin 2024